USAID | SENEGAL
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Date d'émission de l'Appel d'offres (AO): **31 décembre 2014**
Date d'émission de l'Amendement 2: **22 janvier 2015**
Date de clôture de l'AO: **30 janvier 2015 17:00 Dakar, heure locale**

Objet: Appel d'offres (AO) No. SOL-685-15-000013
Suivi de routine de la durabilité des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA)

Chers soumissionnaires potentiels,

Le présent amendement vise les objectifs suivants :

1. Prolonger la date de clôture de l'AO, du 27 janvier au 30 janvier, à 17:00, heure de Dakar.

2. Informer les soumissionnaires qu'ils doivent inclure dans leur proposition technique et proposition de prix les tests de base pour les moustiquaires distribuées au mois de novembre (efficacité biologique et quantité d'insecticide). Bien que cette étape soit décrite dans la version préliminaire du protocole, elle n'a pas été soulignée comme activité spécifique dans les Termes de référence (Section 4.i. Approche méthodologique).

3. Informer les soumissionnaires que, bien qu'il soit exigé qu'ils soumettent une lettre d'engagement du laboratoire partenaire, l'USAID n'attend pas des organisations qu'elles établissent des partenariats exclusifs (Section 8.g. Exigences relatives à la soumission). Par exemple, un laboratoire peut figurer dans la proposition de plusieurs organisations principales différentes.

4. Informer les soumissionnaires que cet appel d'offres est limité aux organisations locales. Le terme « Organisations locales » comprend, sans s'y limiter, tout individu, toute corporation ou organisation à but lucratif ou non lucratif :

    1. Légalement constitué (e);
    2. Dont le son siège principal ou celui des opérations est basé dans le pays concerné par l'appel d'offres ;
    3. Dont la majorité des actionnaires/membres sont citoyens ou résidents permanent du pays concernée; et
    4. Géré (e) par une instance dont la majorité est constituée de citoyens sénégalais ou de résidents permanent légaux

Toutes les autres dispositions de cet appel d'offre restent inchangées.

Cordialement,

Nadeem Shah

Contracting Officer
USAID/Senegal

USAID | SENEGAL
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Request for Proposal (RFP) Issuance Date:	**December 31, 2014**
Amendment 2 Issuance Date:	**January 22, 2015, 17:00 Dakar Local Time**
RFP Closing Date:	**January 30, 2015, 17:00 Dakar Local Time**

Subject: **Request For Proposal (RFP)** No. **SOL-685-15-000013**
Routine Durability Monitoring of Long Lasting Insecticide Treated Nets (LLINs)

Dear Prospective Offerors:

The purpose of this amendment is to:

1. Extend the RFP Closing Date from January 27 to January 30, 17:00 Dakar Local Time

2. Inform applicants that they must include in their technical and cost proposals baseline testing for the LLINs distributed in November (biological efficacy and insecticide content). While this is described in the draft protocol, it was not referenced as a specific activity in the Statement of Work (Section 4.i. Methodological Approach).

3. Inform applicants that, although they must submit a letter of commitment from the laboratory partner, USAID does not expect partnering organizations to establish exclusive relationships (Section 8.g. Submission Requirements). For example, one laboratory can be included in the proposal of several different lead organizations.

4. Inform applicants that this solicitation is limited to local organizations. "Local entities" include (but are not limited to) an individual, corporation, commercial organization and nonprofit organization that:

(1) Is legally organized under the laws of;
(2) Has as its principal place of business or operations in;
(3) Is majority owned by individuals who are citizens or lawful permanent residents of; and
(4) Is managed by a governing body the majority of who are citizens or lawful permanent residents of the country receiving assistance.

All other terms of this Solicitation remain unchanged and in full force and effect.

Sincerely,

Nadeem Shah

Contracting Officer
USAID/Senegal

Date d'émission de l'Appel d'offres (AO): **31 décembre 2014**
Date limite pour la réception des questions : **13 janvier 2015 17:00 Dakar, heure locale**
Réponses aux questions/Amendement de l'AO : **20 janvier 2015 17:00 Dakar, heure locale**
Date de clôture de l'AO: **27 janvier 2015 17:00 Dakar, heure locale**

Objet: **Appel d'offres (AO) No. SOL-685-15-000013**
Suivi de routine de la durabilité des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action

Chers soumissionnaires potentiels,

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) envisage de lancer une commande ferme d'achat à prix fixe dans le cadre de la demande de soumissions ci-dessus référencée et conformément au sous-élément FAR 13.3, « Méthodes simplifiées d'acquisition ». Il est envisagé une seule attribution dans le cadre de cet appel d'offres. Le délai d'exécution de la commande est de trois ans commençant vers le 1er avril 2015 et se terminant vers le 31 mars 2018.

Les termes de référence (TDR) pour une proposition de commande d'achat figurent en pièce jointe. Les personnes et organisations intéressées sont priées de soumettre à l'USAID une proposition technique et une proposition de prix accompagnée de notes budgétaires relatives à l'exécution du travail demandé dans les TDR.

Toute explication ou interprétation du présent AO doit être formulée par écrit sous forme de questions et envoyée à Ndeye Rahmatoulaye Gueye (nrgueye@usaid.gov) avec ampliations à Nadeem Shah (nshah@usaid.gov) et Maria-Teresa Marillat (mroberto@usaid.gov) au plus tard **le mardi 13 janvier 2015 à 17:00, heure de Dakar.** Les questions peuvent être rédigées en français ou en anglais. Les réponses seront transmises aux soumissionnaires potentiels au plus tard **le mardi 20 janvier 2015 à 17:00, heure de Dakar.** Veuillez soumettre vos propositions en français par voie électronique aux adresses susmentionnées au plus tard **le mardi 27 janvier 2015 à 17:00, heure de Dakar.** La proposition du soumissionnaire sélectionné pour faire le travail devra être soumise en anglais à une date ultérieur.

Le gouvernement américain envisage de lancer une commande ferme d'achat à prix fixe d'un montant compris entre 260.000,00 $ et 360.000.0 $. La proposition doit comprendre les éléments suivants:

1. Une proposition technique succincte, étant entendu que le consultant soumettra un plan de travail s'il devient attributaire de la commande. La proposition technique doit préciser

le statut du consultant dans le Système de gestion des subventions (*System for Award Management*, SAM), ex-CCR (système d'enregistrement central des entrepreneurs).

2. Une proposition de prix pour les services demandés. Le consultant devra inclure une explication narrative détaillée de la base de son estimation pour chaque point proposé. Cette explication doit identifier les facteurs sur la base desquels les coûts proposés ont été établis et montrer les calculs effectués pour arriver au prix proposé. L'information fournie doit être suffisante pour qu'une décision sur l'attribution de la subvention, son admissibilité, et son caractère raisonnable puisse être prise par l'agent responsable de son attribution.

Les personnes et organisation intéressées devront soumettre leur proposition par courrier électronique en veillant à ne pas envoyer plus de 5 pièces jointes (limite de 2 MB) par courrier électronique. Les fichiers devront être sauvegardés dans le format spécifié dans les instructions relatives à la soumission. Des problèmes ont été rencontrés avec les fichiers sauvegardés avec l'extension *.zip en raison de la configuration de notre logiciel anti-virus. Par conséquent, ce format est déconseillé, car nous ne pouvons pas garantir que les fichiers ainsi sauvegardés seront acceptés par le serveur Internet. Il est rappelé aux soumissionnaires que la messagerie électronique **n'est pas instantanée** et que dans certains cas, des retards de plusieurs heures se produisent entre la transmission et la réception.

Conformément aux règlements fédéraux américains, toutes les personnes ou entreprises traitant avec le gouvernement des Etats-Unis doivent disposer d'un numéro DUNS (*Data Universal Numbering System*, Système universel de numérotation des données) et doivent être inscrits dans le Système de gestion des subventions (SAM), ex-CCR (système d'enregistrement central des entrepreneurs). L'USAID/Sénégal **ne passera de contrat qu'avec** des personnes ou entreprises dument inscrites dans le SAM au moment où la décision finale est prise. Les soumissionnaires devront, dans leur offre, préciser s'ils sont inscrits au SAM ou non. L'annexe III au présent appel à propositions contient des directives de l'USAID/Sénégal visant à faciliter l'enregistrement au SAM.

Je tiens à souligner que la présente lettre n'oblige en rien l'USAID de passer une commande. Elle ne l'engage pas non plus à rembourser des frais engagés pour préparer et soumettre la proposition décrite ci-dessus.

Cordialement,

Nadeem Shah
Officier contractant
USAID / Sénégal

USAID | SENEGAL
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Request for Proposal (RFP) Issuance Date:	**December 31, 2014**
Amendment 1 Issuance Date:	**January 8, 2015, 17:00 Dakar Local Time**
Deadline for Receipt of Questions:	**January 13, 2015, 17:00 Dakar Local Time**
Responses to Questions/RFP Amendment:	**January 20, 2015, 17:00 Dakar Local Time**
RFP Closing Date:	**January 27, 2015, 17:00 Dakar Local Time**

Subject: **Request For Proposal (RFP) No. SOL-685-15-000013**
Routine Durability Monitoring of Long Lasting Insecticide Treated Nets (ITNs)

Dear Prospective Offerors:

USAID is considering issuing a firm fixed priced Purchase Order under the referenced Solicitation in accordance with FAR Subpart 13.3, "Simplified Acquisition Methods". A single award is contemplated for this RFP. The period of performance of the purchase order is for three years, approximately from April 1, 2015 to March 31, 2018.

Enclosed is a statement of work for a proposed purchase order. Please provide this office with a brief technical proposal and cost proposal with budget narrative for accomplishing the work requested in the Statement of Work.

Explanation or interpretation of this RFP must be in writing in the form of questions and sent to the following e-mails: Ndeye Rahmatoulaye Gueye at nrgueye@usaid.gov with a copy to Nadeem Shah at nshah@usaid.gov and Maria-Teresa Marillat at mroberto@usaid.gov by **Tuesday, January 13, 2015 at 17:00 Dakar, Senegal time.** Questions may be submitted in French or English. Responses will be forwarded to potential offerors by **Tuesday, January 20, 2015 at 17:00**. Please submit your Proposals in French electronically to the emails mentioned above by**, Tuesday, January 27, 2015** at **17:00 Dakar, Senegal time.** The proposal for the Offeror that is selected to do the work will have to be submitted in English as well.

The U.S. Government intends to issue a Firm Fixed Priced Purchase Order in the range of $260,000.00 to $360,000.00. The proposal shall include the following:

1) A brief technical proposal, with the understanding that the consultant will submit a work plan if they are awarded a purchase order. The technical proposal must include the status of your System for Award Management (SAM) status – Formerly Central Contractor Registration (CCR).

2) Your cost proposal for the requested services. You must include a detailed narrative explanation of the basis of estimate for each proposed item. This explanation must identify the factors upon which the proposed costs were derived and show the arithmetic in reaching the cost figure. The information provided shall be sufficient enough so that a determination of its allocability, allowability, and reasonableness can be made by the Contracting Officer.

The Offeror must submit the proposal via internet email with up to 5 attachments (2MB limit) per email compatible with the format specified in the submission instructions. There has been a problem with the receipt of *.zip files due to anti-virus software. Therefore, this format is discouraged, as we cannot guarantee their acceptance by the internet server. The Offeror is reminded that e-mail is **NOT** instantaneous, in some cases delays of several hours occur from transmission to receipt.

In accordance with the U.S Federal rules, all firms or individuals doing business with the U.S. Government must have a DUNS number (Data Universal Numbering System) and must be registered in the System for Award Management (SAM) – Formerly Central Contractor Registration (CCR). USAID/Senegal **will only** contract with individuals or firms with a valid SAM registration by the time the final decision is made. You are requested to provide your SAM registration status in your technical application. To assist you in your registration, USAID/Senegal is providing you with guidance in Attachment III of this request.

I wish to emphasize that this letter does not obligate USAID to execute a Purchase Order, nor does it commit USAID to pay any cost incurred in the preparation and submission of the foregoing.

Sincerely,

Nadeem Shah

Contracting Officer
USAID/Senegal

Table of Contents

Attachment I *5*

1. Introduction *5*

2. Rationale *5*

3. Purpose *5*

4. Methodological Approach *6*

4.1. Preparation **6**

4.2. Fieldwork

4.3. Analysis

4.4. Reporting and sharing results

5. Key Deliverables *6*

6. Timeline *7*

7. Team Composition and Qualifications *7*

8. Submission Requirements *7*

9. Selection Criteria *9*

10. Annexes *10*

Attachment II *11*

A) SAM Registration Guidance *11*

B) Provisions and Contract Clauses *13*

- **By Reference** **13**

52.202-1 - Definitions. …….....(NOV 2013)..... 13

52.203-5 - Covenant Against Contingent Fees. …….…...(MAY 2014) 13

52.203-6 - Restrictions on Subcontractor Sales to the Government. ……(SEP 2006)..... 13

52.203-7 - Anti-Kickback Procedures…….....(MAY 2014)
52.203-16 Preventing Personal Conflicts of Interest……(DEC 2011)..... 13

52.203-17 - Contractor Employee Whistleblower Rights and Requirement..... 13

To Inform Employees of Whistleblower Rights.……..(APR 2014)..... 13

52.204-6 - Data Universal Numbering System Number…….……..(JUL 2013)..... 13

52.204-7 - System for Award Management.……(JUL 2013)..... 13

52.203-7 - Anti-Kickback Procedures……..(MAY 2014)
52.203-16 Preventing Personal Conflicts of Interest…….…(DEC 2011)..... 13

52.212-4 - Contract Terms And Conditions - Commercial Items……..…(MAY 2014)..... 13

52.222-17 – Nondisplacement of Qualified Workers……....(MAY 2014)..... 13
52.222-50 – Combating Trafficking in Persons……...(FEB 2009) 13
52.223-18 – Encouraging Contractor Policies to Ban Text Messaging..... 13
While Driving…….....(AUG 2011) 13
52.225-13 - Restrictions on Certain Foreign Purchases……(JUN 2008)..... 13
52.225-25 - Prohibition on Contracting with Entities Engaging in..... 13
Certain Activities or Transactions Relating to Iran 13
Representations and Certification…….(DEC 2012) 13
52.232-1 – Payments…….(APR 1984) 13
52.232.39 – Unenforceability of Unauthorized Obligations……..…..(JUN 2013)..... 13
52.233-3 - Protest after Award…….….(AUG 1996) 13
52.233-4 - Applicable Law for Breach of Contract Claim……...(OCT 2004)..... 13
52.244-6 - Subcontracts for Commercial Items.……(OCT 2014) 13
52.249-8 Default (Fixed-Price Supply and Service)……(APR 1984).....13
- **By Full Text 14**

52.212-3 - Offeror Representations And Certifications - Commercial Items. 14
(DEC 2014) 14
302.3.5.17 Limitation on Subcontracting to Non-Local Entities (JULY 2014)..... 29

SCOPE OF WORK FOR THE DURABILITY MONITORING OF LONG LASTING INSECTICIDE TREATED NETS (ITNs)

1. Introduction

The mass distribution of long lasting insecticide treated nets (LLINs) is a primary malaria control strategy in sub-Saharan Africa. Although the nets should, in natural conditions, provide protection for 3 years, data from several countries, including Senegal, suggest that this is not always the case. Thus, the World Health Organization (WHO) recommends that malaria control programs that conduct mass distribution campaigns implement systematic monitoring of sustainability in real conditions following a standard protocol established by WHOPES. This recommendation aims to provide countries with evidence to guide the selection of LLINs, the frequency of campaigns and identify population practices that increase or decrease the lifespan of these LLINs.

The U.S. Agency for International Development (USAID), and specifically the President's Malaria Initiative (PMI), supports the WHO recommendation. In 2014 PMI issued guidance for its focus countries to implement durability monitoring. In Senegal, USAID supports the distribution and promotes the use of LLINs since 2007, and this support is expected to continue for as long as funds are available. USAID/PMI intends to provide technical and financial support to the National Malaria Control Program (NMCP) to establish a mechanism to monitor the durability of LLINs distributed during mass campaigns.

Thus, Senegal is taking advantage of the mass LLIN distribution campaign organized in November 2014 in four central regions (Diourbel, Fatick, Kaolack and Kaffrine) to conduct durability and effectiveness monitoring of LLINs under local conditions.

In order to assure close and efficient monitoring of this activity, a steering committee has been established that includes representatives of the NMCP and USAID. This committee may be joined by other persons whose skills are required for effective follow-up of the activity. The committee will approve the key documents that are listed in the Deliverables section of this document.

2. Rationale

The NMCP has included in its Strategic Framework 2014 - 2018 both routine distribution strategies and mass campaigns to ensure continuous availability of LLINs in households. The major role of LLINs in malaria prevention and the need to maintain a high level of coverage justify the need for additional information about their lifespan and ways to increase it. This information will help to tailor prevention policies to local conditions.

3. Purpose

Monitoring the durability of LLINs aims to provide information that will aid in the development of LLIN distribution policies. More specifically, the objectives are:

- Determine rates of loss, utilization and physical integrity of LLINs over a period of 3 years
- Identify factors related to use and maintenance that have an impact on the durability of LLINs
- Evaluate the residual efficacy and insecticide content of LLINs

4. Methodological Approach

Longitudinal monitoring of LLINs will be done over 3 years to determine the use, physical integrity and insecticidal activity of LLINs in four regions of Senegal. The standard procedure established by the WHO Pesticide Evaluation Scheme (WHOPES, 2011) will be applied.

LLINs were distributed in 4 regions in November 2014 (see distribution report attached). A draft protocol has already been developed and is attached. Monitoring activities to be implemented by the consultant will be executed in four phases:

i. Preparation

- Development of the work plan[1]
- Finalization of the protocol, including questionnaires and analysis plan
- Creation of the database from distribution records
- Sampling
- Production of labels (or other method of durable marking)
- Training of field staff

ii. Fieldwork

- Administration of the household survey
- Observation of the physical condition of LLINs
- Sampling and replacement of LLINs

iii. Analysis

- Data entry and analysis of survey
- Counting holes for each LLIN collected
- Evaluation of the biological efficacy with sensitive mosquitoes
- Evaluation of insecticide content

iv. Reporting and sharing results

- Development of the preliminary report and sharing with the steering committee (for each collection / analysis phase)

[1] The activities listed here are illustrative and not exclusive

- Integration of the steering committee comments
- Production of the final report (electronic version and hard copy)
- Dissemination of results to interested stakeholders (meeting)

5. Key Deliverables

- Final protocol with data collection tools
- Work plan
- Preliminary reports (for each wave of collection)
- Final report (for each wave of collection)
- Final databases that include both survey and laboratory data
- Final global report (synthesizing all waves of collection)

The final protocol, final report for each wave of collection, and final global report shall also be submitted in English within 30 days of approval of the French version by the steering committee.

6. Timeline

The duration of this monitoring activity is 3 years. In accordance with WHO guidance to begin monitoring six months after distribution, the field collection will be done as follows:

- May 2015
- November 2015
- November 2016
- November 2017

Adherence to this schedule is imperative for the success of the activity and the use of the results for the decision-making purposes. The preliminary report for each wave must be submitted within six weeks following the end of field collection. The final report must be submitted within two weeks following receipt of comments from the steering committee.

7. Team Composition and Qualifications

Given the different technical capabilities that are necessary for the proper execution of all phases of the activity, USAID envisions a partnership between two consultants / groups. USAID will enter into a contract with a prime partner who will coordinate all activities. Normally this partner will be responsible for field collection activities. The prime partner will establish an agreement with a second partner for the specialized laboratory activities.

Prime partner:

- Specialist in public health with experience in longitudinal studies
- Experience in the coordination and implementation of household surveys in Senegal (experience with health/malaria surveys preferred)
- Capacity to rapidly mobilize quality personnel for field work
- Demonstrated capacity to produce professional technical reports

Secondary partner

- Entomologist with experience in bioefficacy testing using bioassay cone tests
- Capacity to carry out residual efficacy tests for LLINs[2]
    - Laboratory adequate to carry out the tests
    - Strain of Anopheles sensitive to pyrethroids
    - Insectary with large production capacity, as needed
    - Qualified personnel with demonstrated experience relevant to this work
    - Capacity to validate, interpret and analyze data resulting from the tests

8. Submission Requirements

Please read the submission requirements carefully. **Failure to adhere to the submission requirements may result in the Offeror's proposal being excluded from the competition.** Offerors should submit their proposals in French or English via email as instructed on Page 1. Proposals should contain the following information :

a. Cover Page.
b. Table of Contents.
c. "Technical Proposal" containing the technical approach, highlighting the Offeror's proposed methodology to accomplish the work and deliver final products. The technical proposal should:
    a. Describe the Offeror's understanding of the activity and its proposed methodological approach
    b. Propose a timeline that includes all waves of data collection and submission requirements
    c. Describe the qualifications and experience of proposed Key Personnel, including the laboratory capacity of the secondary partner
d. Curriculum Vitae (CV) of Key Personnel outlining key personnel experience. Each CV should not exceed 3 pages.
e. Detailed price quote for the services. Include a brief narrative to explain all the costs and cost assumptions. The price quote, "Cost Proposal," should be submitted in a separate attachment from the Technical Proposal. There should be no discussion of cost in the technical portion of the proposal.
f. Past Performance information for three past activities including relevant work performed previously and contact information of references familiar with this work. **Include one report produced as a result of one of these activities.**
g. Letter of commitment from the proposed secondary partner.
h. Please begin the registration process for the System for Award Management (SAM), which is necessary if you are selected for award. Registration does not guarantee award. https://www.sam.gov/sam/transcript/Quick_Guide_for_Contract_Registrations.pdf

[2] USAID / PMI will verify the technical capacity of the lab partner prior to finalizing the contract. If their capabilities are deemed inadequate, the quantification of residual insecticide will be done by CDC / Atlanta. The prime partner will be responsible for the costs associated with sending samples to the CDC but not for the costs related to the analysis itself. This scenario will necessarily require negotiation of the partner's work plan and budget.

9. Selection Criteria

Proposals will be evaluated using the best value acquisition procedure. Federal Acquisition Regulation (FAR)13.106-1(a) (2). **"**Best value" means the expected outcome of an acquisition that, in the Government's estimation, provides the greatest overall benefit in response to the requirement.Using the best value acquisition methodology, the evaluation will be adjectival and rated according to the following descriptions:

Outstanding	Proposal meets requirements and indicates an exceptional approach and understanding of the requirements. Strengths far outweigh any weaknesses. Risk of unsuccessful performance is very low.
Good	Proposal meets requirements and indicates a thorough approach and understanding of the requirements. Proposal contains strengths which outweigh any weaknesses. Risk of unsuccessful performance is low.
Satisfactory	Proposal meets requirements and indicates an adequate approach and understanding of the requirements. Strengths and weaknesses are offsetting or will have little or no impact on contract performance. Risk of unsuccessful performance is no worse than moderate.
Marginal	Proposal does not clearly meet requirements and has not demonstrated an adequate approach and understanding of the requirements. The proposal has one or more weaknesses which are not offset by strengths. Risk of unsuccessful performance is high.
Unacceptable	Proposal does not meet requirements and contains one or more deficiencies. Proposal is unawardable.

Award will be made based on price and other factors listed below. Evaluation criteria are in descending order of importance.

1. Technical Merit
   - The Technical Evaluation Committee will review and assess the Offeror's approach to meeting the requirements explained in the statement of work.

2. Team Composition
   - The Technical Evaluation Committee will review the composition of the proposed team to assess qualifications and ensure proposed personnel meet the requirements of Section 7 (Team Composition and Qualifications).

3. Past Performance
   - The Technical Evaluation Committee will review relevant and related work carried out by the Offeror and will assess the quality of this past work.

Price will be a factor in award determination but will not be rated. The cost is estimated between $260,000 and $360,000 for the three years.

USAID/Senegal intends to award a Purchase Order for this activity.

10. Annexes

The following documents can be consulted by candidates for additional information to prepare their proposals.

- Scope of work in French (attached as Annex 1)
- Draft protocol (attached as Annex 2)
- Distribution report (attached as Annex 3)

- World Health Organization. "Guidelines for monitoring the durability of long-lasting insecticidal mosquito net under operational conditions." 2011. (http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789241501705_eng.pdf)

A) SAM Registration Guidance

SAM
SYSTEM FOR AWARD MANAGEMENT

Quick Start Guide for Entities Interested in Being Eligible for Government Contracts

How to register your entity to be eligible for CONTRACTS in SAM:

Before you register, you need to know the following:

What is an Entity?

In SAM, your company/business/organization is now referred to as an "Entity."

- **REGISTERING IN SAM IS FREE.**
- If you were registered in CCR, your company's information is already in SAM. You just need to set up a SAM account. See the "Migrating Roles" Quick Start Guide.

Your Entity's DUNS Number

You need a DUNS to register your entity in SAM.

- If you do not have a DUNS number, you can request a DUNS number for free by visiting D&B at http://fedgov.dnb.com/webform
- It takes 1-2 business days to obtain a DUNS.

Your Entity's Taxpayer Identification Number (TIN)

You need your entity's Tax ID Number (TIN) and taxpayer name (as it appears on your last tax return). Foreign entities that do not pay employees within the U.S. do not need to provide a TIN.

- A TIN is an Employer Identification Number (EIN) assigned by the Internal Revenue Service (IRS).
- Sole proprietors may use their Social Security Number (SSN) assigned by the Social Security Administration (SSA) if they do not have a TIN, but please be advised it will not be treated as privacy act data in SAM.
- To obtain an EIN visit: www.irs.gov/businesses/small/article/0,,id=102767,00.html
- Activating a new EIN with the IRS takes 2-5 weeks.

Steps For Registering Your Entity in SAM

1. Go to www.sam.gov
2. Create a Individual Account and Login
3. Click "Register New Entity" under "Register/Update Entity" on your "My SAM" page
4. Select your type of Entity
5. Select "Yes" to "Do you wish to bid on contracts?"
6. Complete "Core Data"
   - ✓ Validate your DUNS information
   - ✓ Enter Business Information (TIN, etc.)
   - ✓ Enter CAGE code if you have one. If not, one will be assigned to you after your registration is completed. Foreign registrants must enter NCAGE code.
   - ✓ Enter General Information (business types, organization structure, etc)
   - ✓ Financial Information (Electronic Funds Transfer (EFT)Information)
   - ✓ Executive Compensation
   - ✓ Proceedings Details
7. Complete "Assertions"
   - ✓ Goods and Services (NAICS, PSC, etc.)
   - ✓ Size Metrics
   - ✓ EDI Information
   - ✓ Disaster Relief Information
8. Complete "Representations and Certifications"
   - ✓ FAR Responses
   - ✓ Architect-Engineer Responses
   - ✓ DFARS Responses
9. Complete "Points of Contact"
10. Your entity registration will become active after 3-5 days when the IRS validates your TIN information.

How do I get more information? Take a look at the SAM User Guide.

Go to Our Website: www.sam.gov

Contact the SAM Help Desk: www.fsd.gov

In accordance with the U.S Federal rules, all firms or individuals doing business with the U.S. Government must have a DUNS number (Data Universal Numbering System).

A Data Universal Numbering System (DUNS) number, is the nine-digit number assigned by Dun and Bradstreet Information Services to an establishment, and is the Identification Number for U.S. Federal Awardees.

Should you encounter any problems, please do not hesitate to contact Ndeye Rahmatoulaye Gueye via e-mail at nrgueye@usaid.gov.

B) Provisions and Contract Clauses

- **By Reference**

52.202-1 - Definitions. ……..(NOV 2013)
52.203-3 - Gratuities……...….(APR 1984)
52.203-5 - Covenant Against Contingent Fees. ……..(MAY 2014)
52.203-6 - Restrictions on Subcontractor Sales to the Government. …….(SEP 2006)
52.203-7 - Anti-Kickback Procedures……...(MAY 2014)
52.203-16 Preventing Personal Conflicts of Interest…… (DEC 2011)
52.203-17 - Contractor Employee Whistleblower Rights and Requirement To Inform Employees of Whistleblower Rights……(APR 2014)
52.204-6 - Data Universal Numbering System Number……...(JUL 2013)
52.204-7 - System for Award Management……(JUL 2013)
52.204-12 - Data Universal Numbering System Number Maintenance……....(DEC 2012)
52.204 - 13 System for Award Management Maintenance. ……..…..(JUL 2013)
52.204-16 - Commercial and Government Entity Code Reporting.……..…..(NOV 2014)
52.204-19 - Incorporation by Reference of Representations and Certifications. ……(DEC 2014)
52.203-7 - Anti-Kickback Procedures……(MAY 2014)
52.203-16 Preventing Personal Conflicts of Interest……(DEC 2011)
52.212-1 - Instructions To Offerors – Commercial Items……. (APR 2014)
52.212-4 - Contract Terms And Conditions - Commercial Items……(MAY 2014)
52.214-34 - Submission of Offers in the English Language……...(APR 1991)
52.214-35 - Submission of Offers in U.S. Currency…….....(APR 1991)
52.222-17 – Nondisplacement of Qualified Workers……..(MAY 2014)
52.222-50 – Combating Trafficking in Persons……..(FEB 2009)
52.223-18 – Encouraging Contractor Policies to Ban Text Messaging While Driving…….....(AUG 2011)
52.225-13 - Restrictions on Certain Foreign Purchases……(JUN 2008)
52.225-25 - Prohibition on Contracting with Entities Engaging in Certain Activities or Transactions Relating to Iran- Representations and Certification……(DEC 2012)
52.232-1 – Payments……(APR 1984)
52.232-25 - Prompt Payment……. (JUL 2013)
52.232.39 – Unenforceability of Unauthorized Obligations……..(JUN 2013)
52.233-3 - Protest after Award……(AUG 1996)
52.233-4 - Applicable Law for Breach of Contract Claim……..(OCT 2004)
52.244-6 - Subcontracts for Commercial Items……(OCT 2014)
52.246-4 Inspection of Services—Fixed-Price……(AUG 1996)
52.249-4 Termination for Convenience of the Government (Services) (Short Form).(APR 1984)
52.249-8 Default (Fixed-Price Supply and Service)……(APR 1984)

- **By Full Text**

52.212-3 - Offeror Representations And Certifications - Commercial Items. (DEC 2014)

The Offeror shall complete only paragraph (b) of this provision if the Offeror has completed the annual representations and certification electronically via the System for Award Management (SAM) website accessed through http://www.acquisition.gov. If the Offeror has not completed the annual representations and certifications electronically, the Offeror shall complete only paragraphs (c) through (p) of this provision.

(a) *Definitions*. As used in this provision—

"Economically disadvantaged women-owned small business (EDWOSB) concern" means a small business concern that is at least 51 percent directly and unconditionally owned by, and the management and daily business operations of which are controlled by, one or more women who are citizens of the United States and who are economically disadvantaged in accordance with 13 CFR part 127. It automatically qualifies as a women-owned small business eligible under the WOSB Program.

"Forced or indentured child labor" means all work or service—

(1) Exacted from any person under the age of 18 under the menace of any penalty for its nonperformance and for which the worker does not offer himself voluntarily; or

(2) Performed by any person under the age of 18 pursuant to a contract the enforcement of which can be accomplished by process or penalties.

"Highest-level owner" means the entity that owns or controls an immediate owner of the offeror, or that owns or controls one or more entities that control an immediate owner of the offeror. No entity owns or exercises control of the highest level owner.

"Immediate owner" means an entity, other than the offeror, that has direct control of the offeror. Indicators of control include, but are not limited to, one or more of the following: ownership or interlocking management, identity of interests among family members, shared facilities and equipment, and the common use of employees.

"Inverted domestic corporation", means a foreign incorporated entity that meets the definition of an inverted domestic corporation under 6 U.S.C. 395(b), applied in accordance with the rules and definitions of 6 U.S.C. 395(c).

"Manufactured end product" means any end product in Federal Supply Classes (FSC) 1000-9999, except—

(1) FSC 5510, Lumber and Related Basic Wood Materials;

(2) Federal Supply Group (FSG) 87, Agricultural Supplies;

(3) FSG 88, Live Animals;

(4) FSG 89, Food and Related Consumables;

(5) FSC 9410, Crude Grades of Plant Materials;

(6) FSC 9430, Miscellaneous Crude Animal Products, Inedible;

(7) FSC 9440, Miscellaneous Crude Agricultural and Forestry Products;

(8) FSC 9610, Ores;

(9) FSC 9620, Minerals, Natural and Synthetic; and

(10) FSC 9630, Additive Metal Materials.

"Place of manufacture" means the place where an end product is assembled out of components, or otherwise made or processed from raw materials into the finished product that is to be provided to the Government. If a product is disassembled and reassembled, the place of reassembly is not the place of manufacture.

"Restricted business operations" means business operations in Sudan that include power production activities, mineral extraction activities, oil-related activities, or the production of military equipment, as those terms are defined in the Sudan Accountability and Divestment Act of 2007 (Pub. L. 110-174). Restricted business operations do not include business operations that the person (as that term is defined in Section 2 of the Sudan Accountability and Divestment Act of 2007) conducting the business can demonstrate—
(1) Are conducted under contract directly and exclusively with the regional government of southern Sudan;
(2) Are conducted pursuant to specific authorization from the Office of Foreign Assets Control in the Department of the Treasury, or are expressly exempted under Federal law from the requirement to be conducted under such authorization;
(3) Consist of providing goods or services to marginalized populations of Sudan;
(4) Consist of providing goods or services to an internationally recognized peacekeeping force or humanitarian organization;
(5) Consist of providing goods or services that are used only to promote health or education; or
(6) Have been voluntarily suspended.
"Sensitive technology"—
(1) Means hardware, software, telecommunications equipment, or any other technology that is to be used specifically—
(i) To restrict the free flow of unbiased information in Iran; or
(ii) To disrupt, monitor, or otherwise restrict speech of the people of Iran; and
(2) Does not include information or informational materials the export of which the President does not have the authority to regulate or prohibit pursuant to section 203(b)(3) of the International Emergency Economic Powers Act (50 U.S.C. 1702(b)(3)).
"Service-disabled veteran-owned small business concern"—
(1) Means a small business concern—
(i) Not less than 51 percent of which is owned by one or more service-disabled veterans or, in the case of any publicly owned business, not less than 51 percent of the stock of which is owned by one or more service-disabled veterans; and
(ii) The management and daily business operations of which are controlled by one or more service-disabled veterans or, in the case of a service-disabled veteran with permanent and severe disability, the spouse or permanent caregiver of such veteran.
(2) Service-disabled veteran means a veteran, as defined in 38 U.S.C. 101(2), with a disability that is service-connected, as defined in 38 U.S.C. 101(16).
"Small business concern" means a concern, including its affiliates, that is independently owned and operated, not dominant in the field of operation in which it is bidding on Government contracts, and qualified as a small business under the criteria in 13 CFR Part 121 and size standards in this solicitation.
"Small disadvantaged business concern", consistent with 13 CFR 124.1002, means a small business concern under the size standard applicable to the acquisition, that—
(1) Is at least 51 percent unconditionally and directly owned (as defined at 13 CFR 124.105) by—
(i) One or more socially disadvantaged (as defined at 13 CFR 124.103) and economically disadvantaged (as defined at 13 CFR 124.104) individuals who are citizens of the United States; and
(ii) Each individual claiming economic disadvantage has a net worth not exceeding $750,000 after taking into account the applicable exclusions set forth at 13 CFR 124.104(c)(2); and
(2) The management and daily business operations of which are controlled (as defined at 13.CFR 124.106) by individuals, who meet the criteria in paragraphs (1)(i) and (ii) of this definition.
"Subsidiary" means an entity in which more than 50 percent of the entity is owned—
(1) Directly by a parent corporation; or

(2) Through another subsidiary of a parent corporation.
"Veteran-owned small business concern" means a small business concern—
(1) Not less than 51 percent of which is owned by one or more veterans (as defined at 38 U.S.C. 101(2)) or, in the case of any publicly owned business, not less than 51 percent of the stock of which is owned by one or more veterans; and
(2) The management and daily business operations of which are controlled by one or more veterans.
"Women-owned business concern" means a concern which is at least 51 percent owned by one or more women; or in the case of any publicly owned business, at least 51 percent of its stock is owned by one or more women; and whose management and daily business operations are controlled by one or more women.
"Women-owned small business concern" means a small business concern—
(1) That is at least 51 percent owned by one or more women; or, in the case of any publicly owned business, at least 51 percent of the stock of which is owned by one or more women; and
(2) Whose management and daily business operations are controlled by one or more women.
"Women-owned small business (WOSB) concern eligible under the WOSB Program" (in accordance with 13 CFR part 127), means a small business concern that is at least 51 percent directly and unconditionally owned by, and the management and daily business operations of which are controlled by, one or more women who are citizens of the United States.
(b)
(1) *Annual Representations and Certifications*. Any changes provided by the offeror in paragraph (b)(2) of this provision do not automatically change the representations and certifications posted on the SAM website.
(2) The offeror has completed the annual representations and certifications electronically via the SAM website accessed through http://www.acquisition.gov. After reviewing the SAM database information, the offeror verifies by submission of this offer that the representations and certifications currently posted electronically at FAR 52.212-3, Offeror Representations and Certifications—Commercial Items, have been entered or updated in the last 12 months, are current, accurate, complete, and applicable to this solicitation (including the business size standard applicable to the NAICS code referenced for this solicitation), as of the date of this offer and are incorporated in this offer by reference (see FAR 4.1201), except for paragraphs_____.
[*Offeror to identify the applicable paragraphs at (c) through (p) of this provision that the offeror has completed for the purposes of this solicitation only, if any.*
These amended representation(s) and/or certification(s) are also incorporated in this offer and are current, accurate, and complete as of the date of this offer.
Any changes provided by the offeror are applicable to this solicitation only, and do not result in an update to the representations and certifications posted electronically on SAM.]
(c)) Offerors must complete the following representations when the resulting contract will be performed in the United States or its outlying areas. Check all that apply.
(1) *Small business concern*. The offeror represents as part of its offer that it o is, o is not a small business concern.
(2) *Veteran-owned small business concern*. [*Complete only if the offeror represented itself as a small business concern in paragraph (c)(1) of this provision.*] The offeror represents as part of its offer that it o is, o is not a veteran-owned small business concern.
(3) *Service-disabled veteran-owned small business concern*. [*Complete only if the offeror represented itself as a veteran-owned small business concern in paragraph (c)(2) of this provision.*] The offeror represents as part of its offer that it o is, o is not a service-disabled veteran-owned small business concern.

(4) *Small disadvantaged business concern*. [*Complete only if the offeror represented itself as a small business concern in paragraph (c)(1) of this provision*.] The offeror represents, that it o is, o is not a small disadvantaged business concern as defined in 13 CFR 124.1002.
(5) *Women-owned small business concern*. [*Complete only if the offeror represented itself as a small business concern in paragraph (c)(1) of this provision*.] The offeror represents that it o is, o is not a women-owned small business concern.
(6) WOSB concern eligible under the WOSB Program. *[Complete only if the offeror represented itself as a women-owned small business concern in paragraph (c)(5) of this provision.]* The offeror represents that—
(i) It o is,o is not a WOSB concern eligible under the WOSB Program, has provided all the required documents to the WOSB Repository, and no change in circumstances or adverse decisions have been issued that affects its eligibility; and
(ii) It o is, o is not a joint venture that complies with the requirements of 13 CFR part 127, and the representation in paragraph (c)(6)(i) of this provision is accurate for each WOSB concern eligible under the WOSB Program participating in the joint venture. [*The offeror shall enter the name or names of the WOSB concern eligible under the WOSB Program and other small businesses that are participating in the joint venture:*_____.] Each WOSB concern eligible under the WOSB Program participating in the joint venture shall submit a separate signed copy of the WOSB representation.
(7) Economically disadvantaged women-owned small business (EDWOSB) concern. [*Complete only if the offeror represented itself as a WOSB concern eligible under the WOSB Program in (c)(6) of this provision.*] The offeror represents that—
(i) It o is, o is not an EDWOSB concern, has provided all the required documents to the WOSB Repository, and no change in circumstances or adverse decisions have been issued that affects its eligibility; and
(ii) It o is, o is not a joint venture that complies with the requirements of 13 CFR part 127, and the representation in paragraph (c)(7)(i) of this provision is accurate for each EDWOSB concern participating in the joint venture. [*The offeror shall enter the name or names of the EDWOSB concern and other small businesses that are participating in the joint venture:*_____.] Each EDWOSB concern participating in the joint venture shall submit a separate signed copy of the EDWOSB representation.
Note: Complete paragraphs (c)(8) and (c)(9) only if this solicitation is expected to exceed the simplified acquisition threshold.
(8) *Women-owned business concern (other than small business concern).* [*Complete only if the offeror is a women-owned business concern and did not represent itself as a small business concern in paragraph (c)(1) of this provision*.] The offeror represents that it o is a women-owned business concern.
(9) *Tie bid priority for labor surplus area concerns*. If this is an invitation for bid, small business offerors may identify the labor surplus areas in which costs to be incurred on account of manufacturing or production (by offeror or first-tier subcontractors) amount to more than 50 percent of the contract price:_____
(10) *HUBZone small business concern*. [*Complete only if the offeror represented itself as a small business concern in paragraph (c)(1) of this provision*.] The offeror represents, as part of its offer, that—
(i) It o is, o is not a HUBZone small business concern listed, on the date of this representation, on the List of Qualified HUBZone Small Business Concerns maintained by the Small Business Administration, and no material changes in ownership and control, principal office, or HUBZone employee percentage have occurred since it was certified in accordance with 13 CFR Part 126; and

(ii) It is, or is not a HUBZone joint venture that complies with the requirements of 13 CFR Part 126, and the representation in paragraph (c)(10)(i) of this provision is accurate for each HUBZone small business concern participating in the HUBZone joint venture. [The offeror shall enter the names of each of the HUBZone small business concerns participating in the HUBZone joint venture: _____.] Each HUBZone small business concern participating in the HUBZone joint venture shall submit a separate signed copy of the HUBZone representation.

(d) Representations required to implement provisions of Executive Order 11246—

(1) Previous contracts and compliance. The offeror represents that—

(i) It o has, o has not participated in a previous contract or subcontract subject to the Equal Opportunity clause of this solicitation; and

(ii) It o has, o has not filed all required compliance reports.

(2) *Affirmative Action Compliance*. The offeror represents that—

(i) It o has developed and has on file, o has not developed and does not have on file, at each establishment, affirmative action programs required by rules and regulations of the Secretary of Labor (41 cfr parts 60-1 and 60-2), or

(ii) It o has not previously had contracts subject to the written affirmative action programs requirement of the rules and regulations of the Secretary of Labor.

(e) *Certification Regarding Payments to Influence Federal Transactions (*31 U.S.C. 1352*)*. (Applies only if the contract is expected to exceed $150,000.) By submission of its offer, the offeror certifies to the best of its knowledge and belief that no Federal appropriated funds have been paid or will be paid to any person for influencing or attempting to influence an officer or employee of any agency, a Member of Congress, an officer or employee of Congress or an employee of a Member of Congress on his or her behalf in connection with the award of any resultant contract. If any registrants under the Lobbying Disclosure Act of 1995 have made a lobbying contact on behalf of the offeror with respect to this contract, the offeror shall complete and submit, with its offer, OMB Standard Form LLL, Disclosure of Lobbying Activities, to provide the name of the registrants. The offeror need not report regularly employed officers or employees of the offeror to whom payments of reasonable compensation were made.

(f) *Buy American Certificate*. (Applies only if the clause at Federal Acquisition Regulation (FAR) 52.225-1, Buy American—Supplies, is included in this solicitation.)

(1) The offeror certifies that each end product, except those listed in paragraph (f)(2) of this provision, is a domestic end product and that for other than COTS items, the offeror has considered components of unknown origin to have been mined, produced, or manufactured outside the United States. The offeror shall list as foreign end products those end products manufactured in the United States that do not qualify as domestic end products, *i.e.*, an end product that is not a COTS item and does not meet the component test in paragraph (2) of the definition of "domestic end product." The terms "commercially available off-the-shelf (COTS) item" "component," "domestic end product," "end product," "foreign end product," and "United States" are defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Supplies."

(2) Foreign End Products:

Line Item No.	**Country of Origin**

[*List as necessary*]

(3) The Government will evaluate offers in accordance with the policies and procedures of FAR Part 25.

(g)(1) *Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act Certificate*. (Applies only if the clause at FAR 52.225-3, Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act, is included in this solicitation.)

(i) The offeror certifies that each end product, except those listed in paragraph (g)(1)(ii) or (g)(1)(iii) of this provision, is a domestic end product and that for other than COTS items, the offeror has considered components of unknown origin to have been mined, produced, or manufactured outside the United States. The terms "Bahrainian, Moroccan, Omani, Panamanian, or Peruvian end product," "commercially available off-the-shelf (COTS) item," "component," "domestic end product," "end product," "foreign end product," "Free Trade Agreement country," "Free Trade Agreement country end product," "Israeli end product," and "United States" are defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Free Trade Agreements–Israeli Trade Act."

(ii) The offeror certifies that the following supplies are Free Trade Agreement country end products (other than Bahrainian, Moroccan, Omani, Panamanian, or Peruvian end products) or Israeli end products as defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act":

Free Trade Agreement Country End Products (Other than Bahrainian, Moroccan, Omani, Panamanian, or Peruvian End Products) or Israeli End Products:

Line Item No. **Country of Origin**

_____

_____

_____

[*List as necessary*]

(iii) The offeror shall list those supplies that are foreign end products (other than those listed in paragraph (g)(1)(ii) of this provision) as defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act." The offeror shall list as other foreign end products those end products manufactured in the United States that do not qualify as domestic end products, *i.e.*, an end product that is not a COTS item and does not meet the component test in paragraph (2) of the definition of "domestic end product."

Other Foreign End Products:

Line Item No. **Country of Origin**

_____

_____

_____

[*List as necessary*]

(iv) The Government will evaluate offers in accordance with the policies and procedures of FAR Part 25.

(2) *Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act Certificate, Alternate I*. If Alternate I to the clause at FAR 52.225-3 is included in this solicitation, substitute the following paragraph (g)(1)(ii) for paragraph (g)(1)(ii) of the basic provision:

(g)(1)(ii) The offeror certifies that the following supplies are Canadian end products as defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act":

Canadian End Products:

Line Item No.

_____

_____

_____

[*List as necessary*]
(3) *Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act Certificate, Alternate II*. If Alternate II to the clause at FAR 52.225-3 is included in this solicitation, substitute the following paragraph (g)(1)(ii) for paragraph (g)(1)(ii) of the basic provision:
(g)(1)(ii) The offeror certifies that the following supplies are Canadian end products or Israeli end products as defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act":
Canadian or Israeli End Products:

Line Item No. **Country of Origin**

_____

_____

_____

[*List as necessary*]
(4) *Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act Certificate, Alternate III*. If Alternate III to the clause at 52.225-3 is included in this solicitation, substitute the following paragraph (g)(1)(ii) for paragraph (g)(1)(ii) of the basic provision:
(g)(1)(ii) The offeror certifies that the following supplies are Free Trade Agreement country end products (other than Bahrainian, Korean, Moroccan, Omani, Panamanian, or Peruvian end products) or Israeli end products as defined in the clause of this solicitation entitled "Buy American-Free Trade Agreements-Israeli Trade Act":
Free Trade Agreement Country End Products (Other than Bahrainian, Korean, Moroccan, Omani, Panamanian, or Peruvian End Products) or Israeli End Products:

Line Item No. **Country of Origin**

_____

_____

_____

[*List as necessary*]
(5) *Trade Agreements Certificate*. (Applies only if the clause at FAR 52.225-5, Trade Agreements, is included in this solicitation.)
(i) The offeror certifies that each end product, except those listed in paragraph (g)(5)(ii) of this provision, is a U.S.-made or designated country end product, as defined in the clause of this solicitation entitled "Trade Agreements."
(ii) The offeror shall list as other end products those end products that are not U.S.-made or designated country end products.
Other End Products:

Line Item No. **Country of Origin**

_____

_____

_____

[*List as necessary*]
(iii) The Government will evaluate offers in accordance with the policies and procedures of FAR Part 25. For line items covered by the WTO GPA, the Government will evaluate offers of U.S.-made or designated country end products without regard to the restrictions of the Buy American statute. The Government will consider for award only offers of U.S.-made or designated country end products unless the Contracting Officer determines that there are no offers for such products or that the offers for such products are insufficient to fulfill the requirements of the solicitation.

(h) *Certification Regarding Responsibility Matters (Executive Order 12689*). (Applies only if the contract value is expected to exceed the simplified acquisition threshold.) The offeror certifies, to the best of its knowledge and belief, that the offeror and/or any of its principals—
(1) o Are, o are not presently debarred, suspended, proposed for debarment, or declared ineligible for the award of contracts by any Federal agency;
(2) o Have, o have not, within a three-year period preceding this offer, been convicted of or had a civil judgment rendered against them for: commission of fraud or a criminal offense in connection with obtaining, attempting to obtain, or performing a Federal, state or local government contract or subcontract; violation of Federal or state antitrust statutes relating to the submission of offers; or commission of embezzlement, theft, forgery, bribery, falsification or destruction of records, making false statements, tax evasion, violating Federal criminal tax laws, or receiving stolen property;
(3) o Are, o are not presently indicted for, or otherwise criminally or civilly charged by a Government entity with, commission of any of these offenses enumerated in paragraph (h)(2) of this clause; and
(4) o Have, o have not, within a three-year period preceding this offer, been notified of any delinquent Federal taxes in an amount that exceeds $3,000 for which the liability remains unsatisfied.
(i) Taxes are considered delinquent if both of the following criteria apply:
(A) *The tax liability is finally determined*. The liability is finally determined if it has been assessed. A liability is not finally determined if there is a pending administrative or judicial challenge. In the case of a judicial challenge to the liability, the liability is not finally determined until all judicial appeal rights have been exhausted.
(B) *The taxpayer is delinquent in making payment*. A taxpayer is delinquent if the taxpayer has failed to pay the tax liability when full payment was due and required. A taxpayer is not delinquent in cases where enforced collection action is precluded.
(ii) *Examples*.
(A) The taxpayer has received a statutory notice of deficiency, under I.R.C. §6212, which entitles the taxpayer to seek Tax Court review of a proposed tax deficiency. This is not a delinquent tax because it is not a final tax liability. Should the taxpayer seek Tax Court review, this will not be a final tax liability until the taxpayer has exercised all judicial appeal rights.
(B) The IRS has filed a notice of Federal tax lien with respect to an assessed tax liability, and the taxpayer has been issued a notice under I.R.C. §6320 entitling the taxpayer to request a hearing with the IRS Office of Appeals contesting the lien filing, and to further appeal to the Tax Court if the IRS determines to sustain the lien filing. In the course of the hearing, the taxpayer is entitled to contest the underlying tax liability because the taxpayer has had no prior opportunity to contest the liability. This is not a delinquent tax because it is not a final tax liability. Should the taxpayer seek tax court review, this will not be a final tax liability until the taxpayer has exercised all judicial appeal rights.
(C) The taxpayer has entered into an installment agreement pursuant to I.R.C. §6159. The taxpayer is making timely payments and is in full compliance with the agreement terms. The taxpayer is not delinquent because the taxpayer is not currently required to make full payment.
(D) The taxpayer has filed for bankruptcy protection. The taxpayer is not delinquent because enforced collection action is stayed under 11 U.S.C. §362 (the Bankruptcy Code).
(i) Certification Regarding Knowledge of Child Labor for *Listed End Products (Executive Order 13126)*. [*The Contracting Officer must list in paragraph (i)(1) any end products being acquired under this solicitation that are included in the List of Products Requiring Contractor Certification as to Forced or Indentured Child Labor, unless excluded at* 22.1503*(b)*.]
(1) *Listed end products*.

Listed End Product Listed Countries of Origin

(2) *Certification*. [*If the Contracting Officer has identified end products and countries of origin in paragraph (i)(1) of this provision, then the offeror must certify to either (i)(2)(i) or (i)(2)(ii) by checking the appropriate block.*]

[ ] (i) The offeror will not supply any end product listed in paragraph (i)(1) of this provision that was mined, produced, or manufactured in the corresponding country as listed for that product.

[ ] (ii) The offeror may supply an end product listed in paragraph (i)(1) of this provision that was mined, produced, or manufactured in the corresponding country as listed for that product. The offeror certifies that it has made a good faith effort to determine whether forced or indentured child labor was used to mine, produce, or manufacture any such end product furnished under this contract. On the basis of those efforts, the offeror certifies that it is not aware of any such use of child labor.

(j) *Place of manufacture.* (Does not apply unless the solicitation is predominantly for the acquisition of manufactured end products.) For statistical purposes only, the offeror shall indicate whether the place of manufacture of the end products it expects to provide in response to this solicitation is predominantly—

(1) o In the United States (Check this box if the total anticipated price of offered end products manufactured in the United States exceeds the total anticipated price of offered end products manufactured outside the United States); or

(2) o Outside the United States.

(k) *Certificates regarding exemptions from the application of the Service Contract Labor Standards*(Certification by the offeror as to its compliance with respect to the contract also constitutes its certification as to compliance by its subcontractor if it subcontracts out the exempt services.) [*The contracting officer is to check a box to indicate if paragraph (k)(1) or (k)(2) applies.*]

[ ] (1) Maintenance, calibration, or repair of certain equipment as described in FAR 22.1003-4(c)(1). The offeror o does o does not certify that—

(i) The items of equipment to be serviced under this contract are used regularly for other than Governmental purposes and are sold or traded by the offeror (or subcontractor in the case of an exempt subcontract) in substantial quantities to the general public in the course of normal business operations;

(ii) The services will be furnished at prices which are, or are based on, established catalog or market prices (see FAR 22.1003-4(c)(2)(ii)) for the maintenance, calibration, or repair of such equipment; and

(iii) The compensation (wage and fringe benefits) plan for all service employees performing work under the contract will be the same as that used for these employees and equivalent employees servicing the same equipment of commercial customers.

[ ] (2) Certain services as described in FAR 22.1003-4(d)(1). The offeror o does o does not certify that—

(i) The services under the contract are offered and sold regularly to non-Governmental customers, and are provided by the offeror (or subcontractor in the case of an exempt subcontract) to the general public in substantial quantities in the course of normal business operations;

(ii) The contract services will be furnished at prices that are, or are based on, established catalog or market prices (see FAR 22.1003-4(d)(2)(iii));

(iii) Each service employee who will perform the services under the contract will spend only a small portion of his or her time (a monthly average of less than 20 percent of the available hours on an annualized basis, or less than 20 percent of available hours during the contract period if the contract period is less than a month) servicing the Government contract; and

(iv) The compensation (wage and fringe benefits) plan for all service employees performing work under the contract is the same as that used for these employees and equivalent employees servicing commercial customers.
(3) If paragraph (k)(1) or (k)(2) of this clause applies—
(i) If the offeror does not certify to the conditions in paragraph (k)(1) or (k)(2) and the Contracting Officer did not attach a Service Contract Labor Standards wage determination to the solicitation, the offeror shall notify the Contracting Officer as soon as possible; and
(ii) The Contracting Officer may not make an award to the offeror if the offeror fails to execute the certification in paragraph (k)(1) or (k)(2) of this clause or to contact the Contracting Officer as required in paragraph (k)(3)(i) of this clause.
(l) *Taxpayer Identification Number (TIN) (*26 U.S.C. 6109, *31 U.S.C. 7701)*. (Not applicable if the offeror is required to provide this information to the SAM database to be eligible for award.)
(1) All offerors must submit the information required in paragraphs (l)(3) through (l)(5) of this provision to comply with debt collection requirements of 31 U.S.C. 7701(c) and 3325(d), reporting requirements of 26 U.S.C. 6041, 6041A, and 6050M, and implementing regulations issued by the Internal Revenue Service (IRS).
(2) The TIN may be used by the Government to collect and report on any delinquent amounts arising out of the offeror's relationship with the Government (31 U.S.C. 7701(c)(3)). If the resulting contract is subject to the payment reporting requirements described in FAR 4.904, the TIN provided hereunder may be matched with IRS records to verify the accuracy of the offeror's TIN.
(3) *Taxpayer Identification Number (TIN).*
o TIN:_____.
o TIN has been applied for.
o TIN is not required because:
o Offeror is a nonresident alien, foreign corporation, or foreign partnership that does not have income effectively connected with the conduct of a trade or business in the United States and does not have an office or place of business or a fiscal paying agent in the United States;
o Offeror is an agency or instrumentality of a foreign government;
o Offeror is an agency or instrumentality of the Federal Government.
(4) *Type of organization*.
o Sole proprietorship;
o Partnership;
o Corporate entity (not tax-exempt);
o Corporate entity (tax-exempt);
o Government entity (Federal, State, or local);
o Foreign government;
o International organization per 26 CFR 1.6049-4;
o Other_____.
(5) *Common parent*.
o Offeror is not owned or controlled by a common parent;
o Name and TIN of common parent:
Name_____.
TIN_____.
(m) *Restricted business operations in Sudan*. By submission of its offer, the offeror certifies that the offeror does not conduct any restricted business operations in Sudan.
(n) Prohibition on Contracting with Inverted Domestic Corporations.
(1) Government agencies are not permitted to use appropriated (or otherwise made available) funds for contracts with either an inverted domestic corporation, or a subsidiary of an inverted domestic

corporation, unless the exception at 9.108-2(b) applies or the requirement is waived in accordance with the procedures at 9.108-4.
(2) *Representation*. By submission of its offer, the offeror represents that—
(i) It is not an inverted domestic corporation; and
(ii) It is not a subsidiary of an inverted domestic corporation.
(o) Prohibition on contracting with entities engaging in certain activities or transactions relating to Iran.
(1) The offeror shall e-mail questions concerning sensitive technology to the Department of State at CISADA106@state.gov.
(2) *Representation and Certifications*. Unless a waiver is granted or an exception applies as provided in paragraph (o)(3) of this provision, by submission of its offer, the offeror—
(i) Represents, to the best of its knowledge and belief, that the offeror does not export any sensitive technology to the government of Iran or any entities or individuals owned or controlled by, or acting on behalf or at the direction of, the government of Iran;
(ii) Certifies that the offeror, or any person owned or controlled by the offeror, does not engage in any activities for which sanctions may be imposed under section 5 of the Iran Sanctions Act; and
(iii) Certifies that the offeror, and any person owned or controlled by the offeror, does not knowingly engage in any transaction that exceeds $3,000 with Iran's Revolutionary Guard Corps or any of its officials, agents, or affiliates, the property and interests in property of which are blocked pursuant to the International Emergency Economic Powers Act (50 U.S.C. 1701 et seq.) (see OFAC's Specially Designated Nationals and Blocked Persons List at http://www.treasury.gov/ofac/downloads/t11sdn.pdf).
(3) The representation and certification requirements of paragraph (o)(2) of this provision do not apply if—
(i) This solicitation includes a trade agreements certification (*e.g.*, 52.212-3(g) or a comparable agency provision); and
(ii) The offeror has certified that all the offered products to be supplied are designated country end products.
(p) *Ownership or Control of Offeror*. (Applies in all solicitations when there is a requirement to be registered in SAM or a requirement to have a DUNS Number in the solicitation.
(1) The Offeror represents that it o has or o does not have an immediate owner. If the Offeror has more than one immediate owner (such as a joint venture), then the Offeror shall respond to paragraph (2) and if applicable, paragraph (3) of this provision for each participant in the joint venture.
(2) If the Offeror indicates "has" in paragraph (p)(1) of this provision, enter the following information:
Immediate owner CAGE code:_____.
Immediate owner legal name:_____.
(*Do not use a "doing business as" name*)
Is the immediate owner owned or controlled by another entity: o Yes or o No.
(3) If the Offeror indicates "yes" in paragraph (p)(2) of this provision, indicating that the immediate owner is owned or controlled by another entity, then enter the following information:
Highest-level owner CAGE code:_____.
Highest-level owner legal name:_____.
(*Do not use a "doing business as" name*)

(End of provision)

52.212-5 - Contract Terms And Conditions Required To Implement Statutes Or Executive Orders - Commercial Items. (DEC 2014)

(a) The Contractor shall comply with the following Federal Acquisition Regulation (FAR) clauses, which are incorporated in this contract by reference, to implement provisions of law or Executive orders applicable to acquisitions of commercial items:
(1) 52.209-10, Prohibition on Contracting with Inverted Domestic Corporations (Dec 2014)
(2) 52.222-50, Combating Trafficking in Persons (Feb 2009) (22 U.S.C. 7104(g)).
___Alternate I (Aug 2007) of 52.222-50 (22 U.S.C. 7104(g)).
(3) 52.233-3, Protest After Award (Aug 1996) (31 U.S.C. 3553).
(4) 52.233-4, Applicable Law for Breach of Contract Claim (Oct 2004)"(Public Laws 108-77 and 108-78 (19 U.S.C. 3805 note)).
(b) The Contractor shall comply with the FAR clauses in this paragraph (b) that the Contracting Officer has indicated as being incorporated in this contract by reference to implement provisions of law or Executive orders applicable to acquisitions of commercial items:
[*Contracting Officer check as appropriate*.]
___(1) 52.203-6, Restrictions on Subcontractor Sales to the Government (Sept 2006), with Alternate I (Oct 1995) (41 U.S.C. 4704 and 10 U.S.C. 2402).
___(2) 52.203-13, Contractor Code of Business Ethics and Conduct (Apr 2010) (41 U.S.C. 3509)).
___(3) 52.203-15, Whistleblower Protections under the American Recovery and Reinvestment Act of 2009 (June 2010) (Section 1553 of Pub. L. 111-5). (Applies to contracts funded by the American Recovery and Reinvestment Act of 2009.)
___(4) 52.204-10, Reporting Executive Compensation and First-Tier Subcontract Awards (Jul 2013) (Pub. L. 109-282) (31 U.S.C. 6101 note).
___(5) [Reserved].
___(6) 52.204-14, Service Contract Reporting Requirements (Jan 2014) (Pub. L. 111-117, section 743 of Div. C).
___(7) 52.204-15, Service Contract Reporting Requirements for Indefinite-Delivery Contracts (Jan 2014) (Pub. L. 111-117, section 743 of Div. C).
___(8) 52.209-6, Protecting the Government's Interest When Subcontracting with Contractors Debarred, Suspended, or Proposed for Debarment. (Aug 2013) (31 U.S.C. 6101 note).
___(9) 52.209-9, Updates of Publicly Available Information Regarding Responsibility Matters (Jul 2013) (41 U.S.C. 2313).
___(10) [Reserved].
___(11)(i) 52.219-3, Notice of HUBZone Set-Aside or Sole-Source Award (Nov 2011) (15 U.S.C. 657a).
___(ii) Alternate I (Nov 2011) of 52.219-3.
___(12)(i) 52.219-4, Notice of Price Evaluation Preference for HUBZone Small Business Concerns (Oct 2014) (if the offeror elects to waive the preference, it shall so indicate in its offer) (15 U.S.C. 657a).
___(ii) Alternate I (Jan 2011) of 52.219-4.
___(13) [Reserved]
___(14)(i) 52.219-6, Notice of Total Small Business Set-Aside (Nov 2011) (15 U.S.C. 644).
___(ii) Alternate I (Nov 2011).
___(iii) Alternate II (Nov 2011).
___(15)(i) 52.219-7, Notice of Partial Small Business Set-Aside (June 2003) (15 U.S.C. 644).
___(ii) Alternate I (Oct 1995) of 52.219-7.
___(iii) Alternate II (Mar 2004) of 52.219-7.
___(16) 52.219-8, Utilization of Small Business Concerns (Oct 2014) (15 U.S.C. 637(d)(2) and (3)).

___(17)(i) 52.219-9, Small Business Subcontracting Plan (Oct 2014) (15 U.S.C. 637(d)(4)).
___(ii) Alternate I (Oct 2001) of 52.219-9.
___(iii) Alternate II (Oct 2001) of 52.219-9.
___(iv) Alternate III (Oct 2014) of 52.219-9.
___(18) 52.219-13, Notice of Set-Aside of Orders (Nov 2011)(15 U.S.C. 644€).
___(19) 52.219-14, Limitations on Subcontracting (Nov 2011) (15 U.S.C. 637(a)(14)).
___(20) 52.219-16, Liquidated Damages—Subcon-tracting Plan (Jan 1999) (15 U.S.C. 637(d)(4)(F)(i)).
___(21) 52.219-27, Notice of Service-Disabled Veteran-Owned Small Business Set-Aside (Nov 2011) (15 U.S.C. 657 f).
___(22) 52.219-28, Post Award Small Business Program Rerepresentation (Jul 2013) (15 U.S.C. 632(a)(2)).
___(23) 52.219-29, Notice of Set-Aside for Economically Disadvantaged Women-Owned Small Business (EDWOSB) Concerns (Jul 2013) (15 U.S.C. 637(m)).
___(24) 52.219-30, Notice of Set-Aside for Women-Owned Small Business (WOSB) Concerns Eligible Under the WOSB Program (Jul 2013) (15 U.S.C. 637(m)).
___(25) 52.222-3, Convict Labor (June 2003) (E.O. 11755).
___(26) 52.222-19, Child Labor—Cooperation with Authorities and Remedies (Jan 2014) (E.O. 13126).
___(27) 52.222-21, Prohibition of Segregated Facilities (Feb 1999).
___(28) 52.222-26, Equal Opportunity (Mar 2007) (E.O. 11246).
___(29) 52.222-35, Equal Opportunity for Veterans (Jul 2014)(38 U.S.C. 4212).
___(30) 52.222-36, Equal Opportunity for Workers with Disabilities (Jul 2014) (29 U.S.C. 793).
___(31) 52.222-37, Employment Reports on Veterans (Jul 2014) (38 U.S.C. 4212).
___(32) 52.222-40, Notification of Employee Rights Under the National Labor Relations Act (Dec 2010) (E.O. 13496).
___(33) 52.222-54, Employment Eligibility Verification (Aug 2013). (Executive Order 12989). (Not applicable to the acquisition of commercially available off-the-shelf items or certain other types of commercial items as prescribed in 22.1803.)
___(34)(i) 52.223-9, Estimate of Percentage of Recovered Material Content for EPA–Designated Items (May 2008) (42 U.S.C. 6962€(3)(A)(ii)). (Not applicable to the acquisition of commercially available off-the-shelf items.)
___(ii) Alternate I (May 2008) of 52.223-9 (42 U.S.C. 6962(i)(2)€). (Not applicable to the acquisition of commercially available off-the-shelf items.)
___(35)(i) 52.223-13, Acquisition of EPEAT®-Registered Imaging Equipment (Jun 2014) (E.O. 13423 and 13514).
___(ii) Alternate I (Jun 2014) of 52.223-13.
___(36)(i) 52.223-14, Acquisition of EPEAT®-Registered Televisions (E.O. 13423 and 13514).
___(ii) Alternate I (Jun 2014) of 52.223-14.
___(37) 52.223-15, Energy Efficiency in Energy-Consuming Products (Dec 2007) (42 U.S.C. 8259b).
___(38)(i) 52.223-16, Acquisition of EPEAT®-Registered Personal Computer Products (Jun 2014) (E.O. 13423 and 13514).
___(ii) Alternate I (Jun 2014) of 52.223-16.
___(39) 52.223-18, Encouraging Contractor Policies to Ban Text Messaging While Driving (Aug 2011) (E.O. 13513).
___(40) 52.225-1, Buy American—Supplies (May 2014) (41 U.S.C. chapter 83).
___(41)(i) 52.225-3, Buy American—Free Trade Agreements—Israeli Trade Act (May 2014) (41 U.S.C. chapter 83, 19 U.S.C. 3301 note, 19 U.S.C. 2112 note, 19 U.S.C. 3805 note, 19 U.S.C.

4001 note, Pub. L. 103-182, 108-77, 108-78, 108-286, 108-302, 109-53, 109-169, 109-283, 110-138, 112-41, 112-42, and 112-43.
___(ii) Alternate I (May 2014) of 52.225-3.
___(iii) Alternate II (May 2014) of 52.225-3.
___(iv) Alternate III (May 2014) of 52.225-3.
___(42) 52.225-5, Trade Agreements (Nov 2013) (19 U.S.C. 2501, *et seq*., 19 U.S.C. 3301 note).
___(43) 52.225-13, Restrictions on Certain Foreign Purchases (June 2008) (E.O.'s, proclamations, and statutes administered by the Office of Foreign Assets Control of the Department of the Treasury).
___(44) 52.225-26, Contractors Performing Private Security Functions Outside the United States (Jul 2013) (Section 862, as amended, of the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008; 10 U.S.C. 2302 Note).
___(45) 52.226-4, Notice of Disaster or Emergency Area Set-Aside (Nov 2007) (42 U.S.C. 5150).
___(46) 52.226-5, Restrictions on Subcontracting Outside Disaster or Emergency Area (Nov 2007) (42 U.S.C. 5150).
___(47) 52.232-29, Terms for Financing of Purchases of Commercial Items (Feb 2002) (41 U.S.C. 4505, 10 U.S.C. 2307(f)).
___(48) 52.232-30, Installment Payments for Commercial Items (Oct 1995) (41 U.S.C. 4505, 10 U.S.C. 2307(f)).
___(49) 52.232-33, Payment by Electronic Funds Transfer—System for Award Management (Jul 2013) (31 U.S.C. 3332).
___(50) 52.232-34, Payment by Electronic Funds Transfer—Other than System for Award Management (Jul 2013) (31 U.S.C. 3332).
___(51) 52.232-36, Payment by Third Party (May 2014) (31 U.S.C. 3332).
___(52) 52.239-1, Privacy or Security Safeguards (Aug 1996) (5 U.S.C. 552a).
___(53)(i) 52.247-64, Preference for Privately Owned U.S.-Flag Commercial Vessels (Feb 2006) (46 U.S.C. Appx. 1241(b) and 10 U.S.C. 2631).
___(ii) Alternate I (Apr 2003) of 52.247-64.
€ The Contractor shall comply with the FAR clauses in this paragraph €, applicable to commercial services, that the Contracting Officer has indicated as being incorporated in this contract by reference to implement provisions of law or Executive orders applicable to acquisitions of commercial items:
[*Contracting Officer check as appropriate.*]
___(1) 52.222-41, Service Contract Labor Standards (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
___(2) 52.222-42, Statement of Equivalent Rates for Federal Hires (May 2014) (29 U.S.C. 206 and 41 U.S.C. chapter 67).
___(3) 52.222-43, Fair Labor Standards Act and Service Contract Labor Standards-Price Adjustment (Multiple Year and Option Contracts) (May 2014) (29 U.S.C. 206 and 41 U.S.C. chapter 67).
___(4) 52.222-44, Fair Labor Standards Act and Service Contract Labor Standards—Price Adjustment (May 2014) (29 U.S.C. 206 and 41 U.S.C. chapter 67).
___(5) 52.222-51, Exemption from Application of the Service Contract Labor Standards to Contracts for Maintenance, Calibration, or Repair of Certain Equipment—Requirements (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
___(6) 52.222-53, Exemption from Application of the Service Contract Labor Standards to Contracts for Certain Services—Requirements (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
___(7) 52.222-17, Nondisplacement of Qualified Workers (May 2014) (E.O.13495).
___(8) 52.226-6, Promoting Excess Food Donation to Nonprofit Organizations (May 2014) (42 U.S.C. 1792).
___(9) 52.237-11, Accepting and Dispensing of $1 Coin (Sept 2008) (31 U.S.C. 5112(p)(1)).

___(10) 52.222-55, Minimum Wages Under Executive Order 13658 (Dec 2014) (Executive Order 13658).
(d) *Comptroller General Examination of Record*. The Contractor shall comply with the provisions of this paragraph (d) if this contract was awarded using other than sealed bid, is in excess of the simplified acquisition threshold, and does not contain the clause at 52.215-2, Audit and Records—Negotiation.
(1) The Comptroller General of the United States, or an authorized representative of the Comptroller General, shall have access to and right to examine any of the Contractor's directly pertinent records involving transactions related to this contract.
(2) The Contractor shall make available at its offices at all reasonable times the records, materials, and other evidence for examination, audit, or reproduction, until 3 years after final payment under this contract or for any shorter period specified in FAR Subpart 4.7, Contractor Records Retention, of the other clauses of this contract. If this contract is completely or partially terminated, the records relating to the work terminated shall be made available for 3 years after any resulting final termination settlement. Records relating to appeals under the disputes clause or to litigation or the settlement of claims arising under or relating to this contract shall be made available until such appeals, litigation, or claims are finally resolved.
(3) As used in this clause, records include books, documents, accounting procedures and practices, and other data, regardless of type and regardless of form. This does not require the Contractor to create or maintain any record that the Contractor does not maintain in the ordinary course of business or pursuant to a provision of law.
€(1) Notwithstanding the requirements of the clauses in paragraphs (a), (b), (c), and (d) of this clause, the Contractor is not required to flow down any FAR clause, other than those in this paragraph €(1) in a subcontract for commercial items. Unless otherwise indicated below, the extent of the flow down shall be as required by the clause—
(i) 52.203-13, Contractor Code of Business Ethics and Conduct (Apr 2010) (41 U.S.C. 3509).
(ii) 52.219-8, Utilization of Small Business Concerns (Oct 2014) (15 U.S.C. 637(d)(2) and (3)), in all subcontracts that offer further subcontracting opportunities. If the subcontract (except subcontracts to small business concerns) exceeds $650,000 ($1.5 million for construction of any public facility), the subcontractor must include 52.219-8 in lower tier subcontracts that offer subcontracting opportunities.
(iii) 52.222-17, Nondisplacement of Qualified Workers (May 2014) (E.O. 13495). Flow down required in accordance with paragraph (l) of FAR clause 52.222-17.
(iv) 52.222-26, Equal Opportunity (Mar 2007) (E.O. 11246).
(v) 52.222-35, Equal Opportunity for Veterans (Jul 2014) (38 U.S.C. 4212).
(vi) 52.222-36, Equal Opportunity for Workers with Disabilities (Jul 2014) (29 U.S.C. 793).
(vii) 52.222-37, Employment Reports on Veterans (Jul 2014) (38 U.S.C. 4212)
(viii) 52.222-40, Notification of Employee Rights Under the National Labor Relations Act (Dec 2010) (E.O. 13496). Flow down required in accordance with paragraph (f) of FAR clause 52.222-40.
(ix) 52.222-41, Service Contract Labor Standards (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
(x) 52.222-50, Combating Trafficking in Persons (Feb 2009) (22 U.S.C. 7104(g)).
___Alternate I (Aug 2007) of 52.222-50 (22 U.S.C. 7104(g)).
(xi) 52.222-51, Exemption from Application of the Service Contract Labor Standards to Contracts for Maintenance, Calibration, or Repair of Certain Equipment-Requirements (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
(xii) 52.222-53, Exemption from Application of the Service Contract Labor Standards to Contracts for Certain Services-Requirements (May 2014) (41 U.S.C. chapter 67).
(xiii) 52.222-54, Employment Eligibility Verification (Aug 2013).

(xiv) 52.225-26, Contractors Performing Private Security Functions Outside the United States (Jul 2013) (Section 862, as amended, of the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008; 10 U.S.C. 2302 Note).
(xv) 52.226-6, Promoting Excess Food Donation to Nonprofit Organizations (May 2014) (42 U.S.C. 1792). Flow down required in accordance with paragraph € of FAR clause 52.226-6.
(xvi) 52.247-64, Preference for Privately Owned U.S.-Flag Commercial Vessels (Feb 2006) (46 U.S.C. Appx. 1241(b) and 10 U.S.C. 2631). Flow down required in accordance with paragraph (d) of FAR clause 52.247-64.
(xvii) 52.222-55, Minimum Wages Under Executive Order 13658 (Dec 2014) (Executive Order 13658).
(2) While not required, the contractor may include in its subcontracts for commercial items a minimal number of additional clauses necessary to satisfy its contractual obligations.

(End of clause)

52.252-1- Solicitation Provisions Incorporated by Reference. (FEB 1998)

This solicitation incorporates one or more solicitation provisions by reference, with the same force and effect as if they were given in full text. Upon request, the Contracting Officer will make their full text available. The offeror is cautioned that the listed provisions may include blocks that must be completed by the offeror and submitted with its quotation or offer. In lieu of submitting the full text of those provisions, the offeror may identify the provision by paragraph identifier and provide the appropriate information with its quotation or offer. Also, the full text of a solicitation provision may be accessed electronically at this address: http://www.acquisition.gov/far/

(End of provision)

302.3.5.17 Limitation on Subcontracting to Non-Local Entities (JULY 2014)

(a) Applicability. This provision applies to:

(i) Contracts that have been awarded to those local entities under the authority of and as defined in Section 7077 of Public Law 112-74, the Consolidated Appropriations Act, 2012 (P.L. 112-74), as amended by Section 7028 of Public Law 113-76, the Consolidated Appropriations Act, 2014, also known as "Local Competition Authority"; and

(ii) Contracts awarded to local entities (as defined in Section 7077 of Public Law 112-74) under the authority at AIDAR 706.302-70 Impairment of foreign aid programs.

(b) By submission of an offer and execution of a contract, the Offeror/Contractor agrees that in performance of the contract for—

(i) Services (except construction), at least fifty (50) percent of the cost of contract performance incurred for personnel must be expended for employees of the prime/local entity.

(2) Supplies (other than procurement from a non-manufacturer of such supplies), the prime/ local entity concern must perform work for at least 50 percent of the cost of manufacturing the supplies, not including the cost of materials.

(3) General construction, the prime/ local entity concern will perform at least 15 percent of the cost of the contract, not including the cost of materials, with its own employees.

(4) Construction by special trade contractors, the concern will perform at least 25 percent of the cost of the contract, not including the cost of materials, with its own employees.

(c) By submission of an offer and execution of a contract, the Offeror/Contractor represents that it is an individual, a corporation, a nonprofit organization, or another body of persons that:

(1) Is legally organized under the laws of;

(2) Has as its principal place of business or operations in;

(3) Is majority owned by individuals who are citizens or lawful permanent residents of; and

(4) Is managed by a governing body the majority of who are citizens or lawful permanent residents of the country in which this contract will be primarily performed.

(d) For purposes of this clause, “majority owned” and “managed by” include, without limitation, beneficiary interests and the power, either directly or indirectly, whether exercised or exercisable, to control the election, appointment, or tenure of the organization's managers or a majority of the organization's governing body by any means.

(End of Provision)

APPENDIX 1

SUIVI DE ROUTINE DE LA DURABILITE ET DE L'EFFICACITE RESIDUELLE DES MOUSTIQUAIRES IMPREGNEES A LONGUE DUREE D'ACTION

Termes de référence

Introduction

1. Contexte

La distribution massive de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) est l'une des principales stratégies de lutte contre le paludisme en Afrique subsaharienne. Bien que les moustiquaires doivent, dans des conditions naturelles, assurer une protection sur 3 ans (WHOPES), les données provenant de plusieurs pays, dont le Sénégal, semblent indiquer que ce n'est pas toujours le cas. C'est ainsi que l'OMS recommande aux programmes de lutte contre le paludisme qui effectuent des campagnes de distribution de masse de MILDA d'effectuer une surveillance systématique de la durabilité dans des conditions réelles suivant un protocole standard établi par le WHOPES. Cette recommandation vise à fournir aux pays des données factuelles visant à orienter la sélection des MILDA et la périodicité des campagnes et à identifier les pratiques des populations visant à augmenter ou à réduire la durée de vie de ces MILDA.

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), et plus précisément l'Initiative du président américain de lutte contre le paludisme (PMI), soutient la recommandation de l'OMS. En 2014, le PMI a mis en place des directives concernant le suivi de la durabilité dans les pays ciblés. Au Sénégal, l'USAID appuie la distribution et la promotion de l'utilisation des MILDA depuis 2007, et cet appui sera maintenu tant que les ressources seront disponibles. L'USAID/PMI compte apporter un appui technique et financier au Programme National de Lutte Contre le Paludisme pour la mise en place d'un mécanisme de suivi de la durabilité des MILDA distribuées lors des campagnes de masse.

Ainsi, le Sénégal a mis à profit la campagne de distribution de masse de MILDA organisée en novembre 2014 dans les quatre régions (Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack) situées dans la partie centrale du pays pour procéder à un suivi de la durabilité et de l'efficacité des MILDA dans les conditions locales d'utilisation

Dans le souci d'assurer un suivi rapproché et efficace de la mise en œuvre de cette activité, un comité de pilotage a été mis sur pied. Il est constitué des représentants du PNLP et de l'USAID. Ce comité pourrait cependant s'adjoindre de toute personne dont les compétences sont requises pour un meilleur suivi. Ce groupe procédera à la validation des documents essentiels tels que précisé dans la partie « Livrables » du présent document.

2. Justification

Le PNLP a inscrit dans son cadre stratégique 2014 – 2018 des stratégies de distribution de routine et des campagnes de masse afin d'assurer une disponibilité permanente de MILDA au sein des ménages. Le rôle majeur des MILDA dans la prévention du paludisme et la nécessité de maintenir un niveau élevé de couverture justifie le besoin d'avoir des informations supplémentaires sur leur durée de vie et les voies et moyens d'améliorer cette

dernière. Ces informations permettront d'adapter les politiques de prévention par les MILDA aux conditions locales d'utilisation.

3. Objectifs

Le suivi de la durabilité des MILDA a pour objectifs de fournir des informations pour aider à l'élaboration de politique de MILDA. De façon plus spécifique, il s'agira :

- de déterminer les taux de perte, d'utilisation et d'intégrité physique des MILDA sur une période de 3 ans
- d'identifier les facteurs liés à l'utilisation et à l'entretien qui ont un impact sur la durabilité des MILDA
- d'évaluer l'efficacité résiduelle et la teneur en insecticide des MILDA

4. Approche méthodologique

Il s'agit d'un suivi longitudinal sur 3 ans des MILDA pour déterminer l'utilisation, l'intégrité physique et l'activité insecticide des MILDA dans quatre régions du Sénégal. La procédure standard établie par le WHOPES, 2011 (Système OMS d'évaluation des pesticides) sera appliquée.

Les MILDA ont été distribuées dans les 4 régions au mois de novembre 2014 (voir rapport de distribution en annexe). Une ébauchée protocole a été déjà élaborée et se trouve en annexe. Les activités de suivi à mettre en œuvre par le consultant doivent être exécutées en quatre phases :

i. Préparation

- Elaboration du plan de travail[1]
- Finalisation du protocole avec questionnaires et plan d'analyse
- Création de la base de données à partir des registres de distribution
- Echantillonnage
- Fabrication des étiquettes (ou autre façon de marquage durable)
- Formation des agents de terrain

ii. Collecte sur le terrain

- Administration de l'enquête aux ménages
- Observation de l'état physique des MILDA
- Echantillonnage et remplacement des MILDA

iii. Analyses

- Saisie et analyse des données d'enquête
- Evaluation des trous pour chaque MILDA collectée
- Evaluation de l'efficacité biologique avec des moustiques sensibles
- Evaluation de la quantité d'insecticide

iv. Elaboration du rapport et partage des résultats

[1] Ces activités sont présentées à titre illustratif et ne sont pas exclusives

- Elaboration du rapport préliminaire et partage avec le comité de pilotage (pour chaque phase de collecte/analyse)
- Intégration des commentaires du comité de pilotage
- Production du rapport final en versions électronique et imprimée
- Dissémination des résultats aux acteurs concernés (réunion de partage)

5. Livrables clés

- Protocol final avec outils de collecte
- Plan de travail
- Rapport préliminaire (chaque vague de collecte)
- Rapport final (chaque vague de collecte)
- Bases de données avec les données de suivi
- Rapport final global (synthèse de toutes les vagues de collecte)

Le protocol final, le rapport final pour chaque vague de collecte, et le rapport global de synthèse devront être soumis en anglais dans un délai de 30 jours après approbation de la version française par le comité de pilotage.

6. Calendrier de travail

La durée de ce suivi objet du présent appel à candidatures est de 3 ans. La collecte sur le terrain sera effectuées conformément à l'échéancier ci-dessous :

- mai 2015
- novembre 2015
- novembre 2016
- novembre 2017

Le respect de ce calendrier est imperatif pour la réussite de l'activité et l'utilisation des resultats à des fins de décision. Le rapport préliminaire pour chaque vague devra être soumis dans un delai de six semaines après le fin de la collecte sur le terrain. Le rapport final devra être soumis dans un délai de deux semaines après réception des commentaires du comité de pilotage.

7. Profil du consultant

Compte tenu de la diversité des capacités techniques requises pour l'execution correcte de tout les phases de l'activité, il est envisagé un partenariat entre au moins deux consultants/groupes. L'USAID établira un contrat avec un partenaire principal qui sera chargé de coordonner toutes les activités. Ce partenaire sera normalement responsable des activités de collecte sur le terrain. Le partenaire principal établirera un accord avec un deuxième partenaire pour les activités spécialisées en laboratoire.

Partenaire principal :

- ✓ Specialiste en santé publique ayant une expérience des études longitudinales
- ✓ Expérience dans la coordination et la mise en œuvre des enquêtes de ménage au Sénégal (expérience avec des enquêtes santé/paludisme préférée)
- ✓ Capacité de mobiliser rapidement un personnel de qualité pour le travail de terrain

- ✓ Compétence prouvée dans la production de rapports techniques et professionels

Partenaire secondaire :

- ✓ Entomologiste ayant une expérience documentée des tests de bioefficacité utilisant les tests cones bioessay
- ✓ Capacité à realiser les tests d'efficacité résiduelle des MILDA[2]
    - Avoir un laboratoire adéquat pour réaliser les tests
    - Avoir une souche d'*Anopheles* en élevage sensible au pyréthrinoides
    - Avoir un insectarium avec grande capacité de production au besoin
    - Avoir un personnel qualifié avec une expérience certifiée pour ce type d'étude
    - Savoir comment valider, interpréter et analyser les données qui proviennent des tests

8. Exigences relatives à la soumission

Vous êtes priés de bien vouloir lire attentivement les exigences relatives à la soumission. **Le non-respect de ces conditions peut entraîner l'exclusion du soumissionnaire.** Les offres devront être soumises par courrier électronique, comme indiqué à la page 1. Les propositions doivent contenir les informations suivantes:

a. Une page de couverture.
b. Une table des matières.
c. Une proposition technique décrivant l'approche technique proposée et mettant en évidence la méthodologie proposée par le soumissionnaire pour accomplir le travail et fournir les livrables attendus. La proposition technique doit :
    a. décrire la façon dont le soumissionnaire comprend de l'activité et l'approche méthodologique qu'il propose
    b. proposer un calendrier d'exécution comprenant toutes les vagues de collecte de données et exigences de soumission
    c. décrire les qualifications et l'expérience du personnel clé proposé, y compris la capacité des laboratoires du partenaire secondaire
d. Les curriculum vitae (CV) des membres du personnel clé décrivant leur expérience. Chaque CV ne devra pas dépasser trois pages.
e. Une proposition de prix détaillée pour les services offerts. Toutes les hypothèses de coûts doivent être brièvement expliquées. Le devis, « proposition de coûts » doit être présenté dans un document distinct de la proposition technique. La partie technique de la proposition ne doit contenir <u>aucune</u> discussion du coût.
f. Des informations sur les performances passées pour trois activités, y compris sur des travaux pertinents effectués et les coordonnées de personnes (références) ayant une bonne connaissance de ce travail. **Inclure un rapport produit à la suite d'une de ces activités.**
g. Lettre d'engagement du partenaire secondaire proposé.
h. Veuillez commencer le processus d'inscription au SAM car cette inscription devient nécessaire si vous êtes sélectionné pour être attributaire d'une

[2] L'USAID/PMI procèdera à une vérification des capacités techniques du partenaire chargé des activités en laboratoire avant la finalisation du contrat. Si les capacités s'avèrent inadéquates, la quantification de l'insecticide résiduel sera effectuée par le CDC/Atlanta. Le partenaire principal sera responsable des coûts liés à l'envoi des échantillons au CDC mais pas de ceux liés à l'analyse proprement dite. Un tel scénario impliquera une négociation des plans de mise en œuvre et du budget.

subvention. L'inscription ne garantit pas l'octroi d'un contrat.
https://www.sam.gov/sam/transcript/Quick_Guide_for_Contract_Registrations.pdf

9. Critères de sélection

Les propositions seront évaluées en utilisant la procédure d'acquisition de la meilleure valeur. La « Meilleure valeur », telle que définie dans le Règlement sur les marchés fédéraux (FAR) 13.106-1(a) (2) désigne le résultat attendu d'une acquisition qui, selon l'estimation du gouvernement, fournit le plus grand bénéfice global par rapport à l'activité proposée. Utilisant la méthodologie d'acquisition de la meilleure valeur, les offres seront notées sur la base des descriptions suivantes:

Exceptionnelle	La proposition répond aux exigences et présente une approche et une compréhension exceptionnelle des exigences. Les points forts l'emportent largement sur d'éventuelles faiblesses. Le risque d'une performance non satisfaisante est très faible.
Bonne	La proposition répond aux exigences et présente une approche et une compréhension approfondies des exigences. Elle contient des points forts qui l'emportent sur d'éventuelles faiblesses. Le risque d'une performance non satisfaisante est faible.
Satisfaisante	La proposition répond aux exigences et présente une approche et une compréhension adéquate des exigences. Les forces et faiblesses se compensent mutuellement ou auront peu ou pas d'impact sur l'exécution du contrat. Le risque d'une performance non satisfaisante est modéré au pire des cas.
Marginale	La proposition ne répond pas clairement aux exigences et ne présente pas une approche et une compréhension adéquates des exigences. La proposition a une ou plusieurs faiblesses qui ne sont pas compensées par les points forts. Le risque d'une performance non satisfaisante est élevé.
Inacceptable	La proposition ne répond pas aux exigences et contient une ou plusieurs carences. Proposition est irrecevable.

La subvention sera accordée en fonction du prix et d'autres facteurs énumérés ci-dessous. Les critères d'évaluation sont présentés par ordre d'importance décroissant.

1. Mérite technique

    - Le comité d'évaluation technique examinera et évaluera l'approche proposée par le soumissionnaire pour satisfaire aux exigences expliquées dans les termes de référence.

2. Composition de l'équipe

    - Le comité d'évaluation technique examinera la composition de l'équipe proposée pour évaluer les compétences et s'assurer que le personnel proposé répond aux exigences de l'article 7 (Composition de l'équipe et qualifications).

3. Performance passée

- Le comité d'évaluation technique examinera les activités pertinentes et connexes menées par le soumissionnaire et évaluera la qualité de ce travail réalisé auparavant.

10. Annexes

Les documents suivants peuvent etre consultés par les consultants pour des informations supplémentaires afin d'elaborer leurs documents de soumission.

- ✓ Le draft du protocole
- ✓ Le rapport de distribution
- ✓ World Health Organization. "Guidelines for monitoring the durability of long-lasting insecticidal mosquito nets under operational conditions." 2011. (http://whqlibdoc.who.int/publications/2011/9789241501705_eng.pdf)

APPENDIX 2

Un Peuple – Un but – Une foi

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'ACTION SOCIALE

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Protocole pour le suivi longitudinal de la durabilité et de l'efficacité résiduelle des MILDA suite à une campagne de masse dans 4 régions du Sénégal

I. Résumé

La distribution massive de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD) est une des stratégies de contrôle primaire contre le paludisme en Afrique subsaharienne. Bien que les moustiquaires doivent dans des conditions naturelles assurer une protection sur 3 ans (WHOPES), les données provenant de plusieurs pays, dont le Sénégal, suggèrent que cette situation n'est pas toujours observée. C'est ainsi que l'OMS recommande aux programmes de lutte contre le paludisme qui distribuent MILDA d'effectuer une surveillance systématique de la durabilité dans des conditions réelles suivant un protocole standard établi par le WHOPES. Nous nous proposons de surveiller la durabilité des six types de MILDA (Olyset, PermaNet (rectangulaire et circulaire), NetProtect, Interceptor, MagNet)[1] distribuées suite à une campagne de masse dans quatre régions de la zone centre du Sénégal (Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine), sur une période de trois ans. Quatre sites seront sélectionnés, avec un dans chaque région. Deux sites seront ruraux (Fatick et Kaffrine) et deux sites urbains (Diourbel et Kaolack). Les activités de surveillance seront divisées en deux grands thèmes :

- Estimer les taux de perte, d'utilisation et d'intégrité physique des MILDA
- Evaluer l'efficacité résiduelle et la teneur en insecticide des MILDA

Pour l'évaluation de tous les paramètres, 500 échantillons de chaque type de marque seront distribués dans chacun des quatre sites. À six mois, 1 an, 2 ans et 3 ans, un échantillon de 250 MILDA sera inspecté sur le terrain et au minimum 30 échantillons par marque sera retiré et remplacé par de nouvelles moustiquaires dans 2 sites (un urbain et un rural). A chaque prélèvement, toutes les recherches énumérées un peu plus haut seront réalisées.

[1] Il y a possibilité d'ajouter à l'étude un septième type de MILDA, si jamais le projet de distribution pour cette marque est réalisé dans le délai nécessaire.

II. Introduction

La distribution massive de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée d'action (MILDA) est une des stratégies de contrôle primaire contre le paludisme en Afrique subsaharienne. Bien que les moustiquaires doivent, dans des conditions naturelles, assurer une protection sur 3 ans (WHOPES), les données provenant de plusieurs pays, dont le Sénégal, suggèrent que cette situation n'est pas toujours observée. C'est ainsi que l'OMS recommande aux programmes nationaux de lutte contre le paludisme qui effectuent des campagnes de masse (MILDA) d'effectuer une surveillance systématique de la durabilité dans des conditions de terrain suivant un protocole standard établi par le WHOPES. C'est ainsi que le Sénégal, à partir de novembre 2014 mène un projet de suivi de la durabilité de 6 types de MILDA (Olyset, Permanet (rectangulaire et circulaire), NetProtect, Interceptor et MagNet) distribuées pendant une campagne de masse dans quatre régions du Sénégal (Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine) sur une période de trois ans. Malgré la proposition de l'OMS de suivre un à deux sites pour les petits pays, le Sénégal s'est proposé de faire l'étude sur quatre sites dont un dans chacune des quatre régions de la zone centre couverte cette année par la couverture universelle en MILDA. Deux sites ruraux et deux sites urbains ont été choisis afin de pouvoir évaluer les facteurs comportementaux qui influent sur la durabilité des MILDA.

III. Objectifs

Objectifs généraux

Il s'agit de déterminer à partir d'une étude longitudinale, la durabilité physique et l'activité de l'insecticide (efficacité résiduelle) des MILDA dans les conditions naturelles d'utilisation de terrain dans différents sites de la zone centre du Sénégal.

Objectifs spécifiques

- Estimer les taux de perte et d'utilisation des MILDA sur 3 ans après une campagne de masse dans différents sites de la zone centre du Sénégal
- Mesurer la durabilité physique des MILDA dans les conditions de terrain dans différents sites de la zone centre du Sénégal
- Mesurer la durée de l'efficacité résiduelle (insecticide) des MILDA par les tests bio-essais (cône) de l'OMS dans les conditions de terrain dans différents sites de la zone centre du Sénégal
- Déterminer le teneur en insecticide des MILDA utilisées dans les conditions de terrain dans différents sites du Sénégal par une analyse chimique sur des échantillons de moustiquaire
- Identifier des facteurs ou comportements d'utilisation et d'entretien qui influencent la détérioration des MILDA dans les conditions de terrain dans différents sites du Sénégal

IV. Méthodes

Il s'agit d'une étude longitudinale de surveillance sur trois ans pour déterminer l'utilisation, l'intégrité physique et l'activité insecticide des MILDA dans quatre régions du Sénégal. La procédure standard établie par le WHOPES, 2011 (WHO Pesticide Evaluation Scheme) sera appliquée.

Tableau 1 : Spécifications de MILDA à suivre

	Fabricant	Marque	Tissue	Forme	Insecticide	Quantité
1	Vestergaard Frandsen	PermaNet	Polyester	Circulaire	Permethrine	2.000
2	Vestergaard Frandsen	PermaNet	Polyester	Rectangulaire	Permethrine	2.000
3	BASF	Interceptor	Polyester	Circulaire	Alphacypermethrine	2.000
4	VKA Polymers	MagNet	Polyéthylène	Rectangulaire	Alphacypermethrine	1.000
5	Sumitomo	Olyset	Polyéthylène	Rectangulaire	Permethrine	2.000
6	BestNet	NetProtect	Polyéthylène	Rectangulaire	Deltamethrine	2.000

Choix des sites de suivi

Des sites de surveillance seront choisis et suivis dans quatre régions de la zone centre du pays qui sont concernées par la campagne de couverture de masse du mois de novembre 2014 à savoir Diourbel, Kaolack, Fatick et Kaffrine.

Critères d'exclusion

Les postes ou sites de distribution seront sélectionnés dans des zones où la taille de la population est connue. 3000 couchages au minimum seront nécessaires à chaque site de surveillance pour permettre l'évaluation des MILDA sur le terrain. Cet effectif intègre en même temps le suivi de la durabilité et des échantillons à retirer pour les études de laboratoire.

Tous les ménages des sites sélectionnés sont éligibles s'ils participent à la campagne de distribution de masse. Les ménages qui refusent d'y participer seront exclus de l'étude mais bénéficieront de MILDA de la couverture universelle.

Détermination de la taille des échantillons

Tel que recommandé par le WHOPES (2011), au moins 250 moustiquaires seront nécessaires pour l'étude de l'utilisation et de l'intégrité physique sur le terrain. A chaque suivi, l'enquête permettra de déterminer la présence de la moustiquaire et l'intégrité physique. Selon les recommandations du WHOPES, 150 moustiquaires doivent rester après les trois ans de suivi, ce qui sera suffisant pour estimer le taux de perte, d'utilisation et l'intégrité physique avec une précision de 8 % et un intervalle de confiance de 95 %. Durant les 3 ans, un nombre de moustiquaires est échantillonné périodiquement pendant le suivi (6 mois, 12 mois, 24 mois et 36 mois) pour des analyses chimiques et de bio-efficacité. Un échantillon de 30 moustiquaires par site et par marque est retiré à chaque suivi, sauf pour celui de 3 ans où il est recommandé pour une meilleure précision d'échantillonner une cinquantaine par site et par marque. Ses échantillons retirés seront remplacées à chaque passage par de nouvelles moustiquaires pas forcément de même marque.

Un échantillon de 30 MILDA est suffisant pour estimer le taux de mortalité des moustiques après exposition, ce qui donnera une idée de l'efficacité résiduelle. Un échantillon de 50 MILDA a récemment été recommandé par le WHOPES, afin d'améliorer la précision des estimations de l'efficacité résiduelle des moustiquaires (WHOPES 2011). Dans cette étude où plusieurs types ou groupes (5 pour Diourbel et Fatick et 6 pour Kaolack et Kaffrine) seront suivis en même temps, un échantillon de 30 est suffisant pour l'efficacité et les analyses chimiques.

En effet, un total de 140 MILDA/marque et par site est nécessaire pour les études de laboratoire pendant toute la durée du suivi ainsi que les 250 à inspecter périodiquement sur le terrain. Le total nécessaire par marque et par site est estimé alors à 390 moustiquaires. Pour tenir compte de l'usure et des pertes lors du suivi de l'efficacité résiduelle, un total de 500 MILDA est marqué et distribué sur chaque site (se conférer au tableau 2).

V. Phase de Distribution

Enrôlement des ménages

Le recensement effectué dans la cadre de la campagne de couverture universelle va permettre de disposer de la liste de tous les ménages bénéficiaires dans chaque site d'étude. Le projet sera expliqué de manière détaillée à chaque chef de ménage enrôlé pour l'étude (voir annexe consentement verbal). Une liste de tous les ménages participants à l'étude est générée après la session de distribution. Cette liste servira à sélectionner au hasard des ménages pour l'enquête et le retrait des MILDA servant aux études de laboratoire.

Pour ce projet, un ménage est défini comme un groupe d'individus qui partagent les mêmes repas de la journée (même dépense quotidienne). Le ménage est généralement composé de 1 ou plusieurs maisons/bâtiment et comprend généralement des membres de la même famille. Le chef de ménage est responsable des décisions importantes telles que l'utilisation des ressources domestiques. Le ménage est alors l'unité d'enquête, donc le chef de ménage ou son épouse et le plus souvent sa première femme peut consentir pour toute la famille.

Procédures de préparation, de codage et de distribution des MILDA aux ménages

A. Préparation des moustiquaires

Nous disposons de 6 groupes de MILDA pour cette activité. Les MILDA seront convenablement marqués avec des identifiants. La numérotation se fera au moment de la distribution sur chaque MILDA avec une ancre indélébile. Lors de la première sortie de collecte, des étiquettes plus durables avec les codes seront attachés aux MILDA.

Un code est attribué à chaque moustiquaire et est composé de : initial district-initial poste-numéro. Par exemple : KL 22 : district de Kaolack-poste de santé de Leona-numéro 22. Des intervalles de numéros seront attribués à chaque marque pour faciliter le marquage et le suivi. Les numéros vont aller de 1 à n pour chaque Poste de santé et sont attribués comme suivant :

Tableau 2 : Codification des MILDA par site

Marque	Série	Kaolack / Léona	Kaffrine/ Nganda	Diourbel / Grand Diourbel	Fatick / Ndiongolor
PermaNet rectangulaire	1-500	KL 1 – KL 500	KN 1- KN 500	DGD 1 – DGD 500	FN 1 – FN 500
PermaNet circulaire	501-1000	KL 501 – KL 1000	KN 501- KN 1000	DGD 501 – DGD 1000	FN 501 – FN 1000
NetProtect	1001-1500	KL 1001- KL 1500	KN 1001- KN 1500	DGD 1001 – DGD 1500	FN 1001 – FN 1500
Interceptor	1501-2000	KL 1501- KL 2000	KN 1501- KN 2000	DGD 1501 – DGD 2000	FN 1501 – FN 2000
Olyset	2001-2500	KL 2001 – KL 2500	KN 2001- KN 2500	DGD 2001 – DGD 2500	FN 2001 – FN 2500
MagNet	2501-3000	KL 2501- KL 3000	KN 2501- KN 3000	N/A	N/A

NB: le numéro sur le code d'identifiant permet de déterminer la marque et les caractéristiques de la moustiquaire.

Procédures :

1. Au moment de la préparation des MILDA pour la distribution (marquage), commencer avec une marque et numéroter toutes les MILDA de cette marque.
2. Répéter la même chose pour chaque marque. Séparer les marques pour ne pas les mélanger.
3. Préparer les lots pour chaque ménage selon les fiches de recensement (marquer le nom du chef de ménage, le village/quartier et la date). Un ménage doit recevoir une seule marque de MILDA (ex toutes Olyset ou toutes NetProtect). S'il arrive que les moustiquaires d'une marque soient épuisées avant de couvrir totalement un ménage, le complément sera choisi sur les autres marques existantes.
4. Ne pas mettre toutes les MILDA d'une marque dans une même zone. Par exemple, si Ménage 1 reçoit des Olyset, son voisin Ménage 2 peut recevoir des PermaNet. Toutes les différentes marques doivent être retrouvées dans une zone/village/quartier.

B. Communication sur le projet de suivi

Quand la population arrive pour récupérer leurs moustiquaires, expliquer le projet de suivi des MILDA au gens pendant qu'ils attendent. Utiliser les points clés suivants :

1. Le Ministère de la santé / programme national de lutte contre le paludisme mène un projet pour suivre les moustiquaires. Ils veulent savoir combien de temps les moustiquaires durent dans les conditions normales.
2. A 6 mois, 1 an, 2 ans et 3 ans, des équipes vont venir dans le village/quartier pour poser des questions et voir l'état des moustiquaires
3. Certaines des moustiquaires seront retirées pendant ce suivi, mais seront de suite remplacées par de nouvelles moustiquaires
4. Les moustiquaires retirées seront amenées au laboratoire pour l'analyse physique (nombre et taille des trous) et du produit (l'insecticide)

C. Remplissage du cahier et Distribution des moustiquaires aux bénéficiaires

Lors de la remise des lots aux bénéficiaires, chercher le consentement verbal du chef de ménage ou du responsable du ménage pour participer à l'activité de suivi. Pour ceux qui sont d'accord, inscrire les informations dans le cahier.

Procédures :

1. Quand les représentants des ménages présentent leur coupons pour retirer leurs moustiquaires, répéter les points clés concernant l'étude. Informer les bénéficiaires que les enquêteurs vont visiter les ménages dans six mois pour voir l'état des MILDA.
    a. Voir texte consentement en Annexe1
2. Demander au chef de ménage ou de son représentant son accord pour participer à l'activité. Si la personne qui est venue chercher les moustiquaires n'est pas un adulte, demander à la personne d'aller chercher un responsable et revenir dans la journée pour le consentement.
3. Inscrire dans le cahier les informations nécessaires pour permettre de retrouver les moustiquaires au moment du suivi, comme suit :

No	Nom du chef du ménage ou de son représentant	Adresse ou autre identifiant	Numéro de téléphone	Qté MILDA livré	Numéros de code	Consentement donné
1	Modou Ngom	Ndeye Ngom (épouse)	XX XXX XXXX	3	KL 1 – 3	X
2	Ibrahima Ka	A côté du forage	XX XXX XXXX	6	KL 1001-1006	
3	Fatou Diagne	Enseignant	XX XXX XXXX	1	KL 535	X

- La page de couverture du cahier doit être marquée avec les informations suivantes : district, poste de santé, site de distribution, dates de la distribution
- La colonne « <u>adresse ou autre identifiant</u> » doit être rempli avec une information qui facilitera la localisation du ménage lors des visites de suivi. Ça peut être l'adresse si c'est assez spécifique, le nom d'un autre membre de la famille, la profession, etc.
- Si le chef du ménage ou son représentant n'a pas de téléphone, prendre le numéro d'une personne proche qui pourra aider pour la localisation.
- Si la personne donne le consentement pour participer à l'étude, cocher la colonne « <u>Consentement donné</u> ». Si un adulte n'est pas présent, laisser la colonne vide jusqu'à sa présentation.

4. Demander aux récipiendaires d'éviter d'enlever le code pendant d'éventuels lavages, ce qui rendrait l'identification difficile

VI. Le Suivi

A partir de la base de données conçue après la phase de distribution, des ménages seront choisis au hasard et feront l'objet d'enquête sous forme de visite à domicile.

Les moustiquaires retirées pendant les différents suivis pour les études de laboratoire seront remplacées par de nouvelles moustiquaires qui n'auront pas besoins d'être codifiées car ne faisant plus parties de l'étude. Il est important de signaler que seules les moustiquaires qui ont été effectivement accrochées et utilisées seront échantillonnées pour les études de bio-efficacité et de la teneur en insecticide.

Questionnaire

Un questionnaire intégrant en plus des informations sur l'utilisation de la MILDA, des données socio-économiques et même démographiques sera administré au chef de ménage ou à la personne responsable du ménage. Le questionnaire portera sur les thèmes suivants :

- la présence ou non
- l'utilisation
- accrochée ou non
- lavage depuis l'acquisition
- méthode de lavage
- méthode de séchage

Inspection de terrain

250 des 500 moustiquaires marquées de chaque type seront inspectées. L'intégrité physique reflète le nombre, l'emplacement et la taille des trous dans chaque moustiquaire. Dans la mesure du possible, l'évaluation peut être également classée par type de trou tel que brûlure, déchirure, échec de couture, grignoté ou mâché par les animaux. L'analyse portera sur les critères suivants :

- propre
- sale, légèrement sal ou très sal
- nombre de trous
- taille des trous
- emplacement des trous
- signes de réparation

Inspection au laboratoire

Pour avoir une idée beaucoup plus précise sur l'intégrité des moustiquaires, le nombre de trous est encore exploré au laboratoire. Cette inspection concerne uniquement l'échantillon de moustiquaire retiré pendant le suivi (30 par marque).

Pour ce faire, des cages correspondantes aux dimensions et aux formes de chacune des marques de moustiquaire seront fabriquées et recouvertes de toiles cirée noire afin de rendre plus visible les trous. L'inspection est faite sur chaque côté de la moustiquaire ainsi que sur le toit (rectangulaire). Tous les trous seront comptés et classées selon la taille (WHOPES, 2011).

- la taille du trou est inférieure à la taille du doigt : taille 1 (0.5-2cm)

- la taille du trou plus grande qu'un doigt et plus petite qu'un coup de point : taille 2 (2-10cm)
- la taille du trou plus grand qu'un coup de point mais plus petite que la tête : taille 3 (10-25cm)
- la taille du trou plus grande que la taille de la tête : taille 4 (> 10cm)

Efficacité biologique des moustiquaires

La durée de l'effet insecticide est évaluée par un essai biologique utilisant le test avec les cônes de l'OMS (WHOPES, 2005). Ce test est réalisé avec des moustiques d'élevage (souche sensible) dont la sensibilité est connue pour l'insecticide. Le LEVP/UCAD entretien cette souche sensible en collaboration avec l'IRD et avec le SLAP de Thiès.

Pour chaque moustiquaire retirée le protocole suivant est appliqué :

- Sur chaque côté de la moustiquaire ainsi que sur le toit, un morceau de 30cm x 30cm est coupé
- Chaque morceau est inséré entre 2 plexiglas transparents rectangulaires de 45cm de longueur et de 25cm de largeur superposés et dont l'un présente quatre trous de diamètre égale au diamètre interne des cônes OMS (PVC).
- Dans chaque trou, un cône OMS est inséré
- A l'aide d'un aspirateur à bouche, 5 femelles de la souche sensible d'élevage âgés de 2 à 5 jours sont introduites dans le cône et immédiatement bouché avec du coton
- Le temps d'exposition des femelles est de 3 mn (se munir de 5 chronomètres minimum)
- 2 cônes sont utilisés par morceau de tulle, ce qui fait alors 10 femelles
- L'expérience est effectuée sur chacun des 5 morceaux de tulle de chaque moustiquaire avec un total de 50 femelles par moustiquaire
- Un contrôle négatif est nécessaire pour valider le test. Ainsi le même effectif de la souche sensible est exposé à un tulle de moustiquaire non traité pour 3 mn.
- Après les 3 mn d'exposition, les moustiques sont transférés dans un gobelet en plastique/carton recouvert d'un tulle de moustiquaire non imprégnée d'insecticide et alimentés par un tampon de jus sucré.
- L'effet Knock down des moustiques est enregistré à 1 heure post exposition et la mortalité à 24 heures post exposition

Evaluation de la quantité d'insecticide dans la moustiquaire

Après l'étude de l'efficacité résiduelle, tous les échantillons (tulles de moustiquaire) doivent être correctement numérotés et emballés individuellement dans du papier aluminium et stockés à 4°C jusqu'à l'analyse de leur teneur en insecticide. Les échantillons doivent être analysés par les méthodes publiées par le Collaborative International Pesticides Analytical Conseil (CIPAC) 15 ou, si ceux ci ne sont pas disponibles, avec des tests mis au point et validés par le constructeur.

Les résultats doivent être exprimés en grammes de principe actif par poids de moustiquaire ainsi qu'en milligrammes de matière active par mètre carré de moustiquaire. La diminution de la teneur en insecticide après des lavages successifs peut être utilisée pour estimer l'indice de résistance au lavage de la moustiquaire.

VII. Traitement des données

Base de données

Toutes les informations recueillies sur le suivi de terrain à partir des fiches d'enquête (version papier) sont migrées dans une base informatique en évitant au mieux les erreurs ou incohérences provenant de la saisie des données. Les fiches sont bien archivées dans une pièce à accès limité et serviront de back up à la base informatisée.

L'idée d'utiliser des tablettes PDA (approche utilisée par l'ANSD lors du recensement général de 2013) pour le recueil des données sur le terrain à la place des fiches papier peut être étudiée. Cette méthode permet une migration et une agrégation très rapide des données sur une base informatisée, ce qui réduirait de manière significative la durée dépôt des rapports.

Analyse des données

- Les taux d'utilisation et de perte des MILDA au niveau des ménages visités sont estimés après chaque vague de collecte à partir des données issues des enquêtes de terrain.

- Les données sur l'intégrité physique (nombre et emplacement des trous) et causes de détérioration des MILDA sont tirées des enquêtes de terrain et sur les moustiquaires acheminées au laboratoire.

- Les pourcentages de knock-down (60 mn) et de mortalité (24h) des moustiques après exposition sur des morceaux coupés de moustiquaires retirées du terrain sont déterminés et validés après comparaison avec un test contrôle. Une comparaison est également effectuée entre les marques de MILDA et entre sites pour une même marque ou groupe de MILDA. Une base-line est prévu pour déterminer les taux de knock-down et de mortalité sur des moustiquaires neuves et non encore utilisées.

La teneur ou la concentration des moustiquaires en insecticide est évaluée à partir des échantillons retirés du terrain. Une comparaison est ainsi effectuée pour chaque marque avec la teneur initiale déterminée sur un échantillon non encore utilisé. Les facteurs comportementaux tels que le soin d'utilisation, la réparation de MILDA trouée seront appréciés à partir des fiches d'enquête de terrain.

La comparaison des différents indicateurs sera faite entre les différents sites d'étude.

VIII. Elaboration des Rapports et Partage des Résultats

Au maximum six semaines après chaque enquête de terrain (6 mois, 1 an, 2 ans et 3 ans), un premier draft de rapport est généré et partagé avec le comité de pilotage intégrant tous les indicateurs concernant cette activité. Le comité de pilotage aura 2 semaines (15 jours) pour mettre ses appréciations. 15 jours après, le rapport final est validé par le comité de pilotage avec l'agence d'exécution. Des réunions seront organisées pour partager les résultats de chaque vague de collecte avec les acteurs clés.

IX. Chronogramme illustratif

Activités	**2014**	**2015**			**2015/16**			**2016/17**			**2017/18**			
	Nov	Mai	Jn	Jl	Nov	Dec	Jan	Nov	Dec	Jan	Nov	Dec	Jan	Fev
Sélection des ménages et distribution des MILDA														
Enquête et inspection physique de terrain														
Retrait échantillon pour étude de labo et remplacement														
Inspection physique au laboratoire														
Tests de bio-efficacité														
Analyse chimique														
Elaboration du rapport														
Rapport final														

X. Références

Lengeler, C. 2004. Insecticide-treated bed nets and curtains for preventing malaria (Cochrane Review). The Cochrane Library, Issue 2. John Wiley & Sons, Ltd., U.K.

Keating J, Mbogo CM, Mwangangi J, Nzovu JG, GU W, Regens JL, Yan G, Githure JI and Beier JC (2005). *Anopheles gambiae s.l.* and *Anopheles funestus* Mosquito Distributions at 30 Villages along the Kenyan Coast; *Journal of Medical Entomology;*42: 241-246.

Mbogo CM, Mwangangi J, Nzovu JG, Weidong GU, Yan G, Gunter JT, Swalm C, Keating J, Regens JL, Shililu JI, Githure JI and Beier JC **(2003)** Spatial and tempotral heterpgeneity of *Anopheles* mosquitoes and *Plasmodium falcipatum* transmission along the Kenyan coast American Journal of Tropical Medicine and Hygiene;**68** (6): **734-742**

Muriu SM, Muturi EJ, Shililu JI, Mbogo CM, Mwangani JM, Jacob BG, Irungu LW, Mukabana RW, Githure JI, Novak RJ. (2008,). Host choice and multiple blood feeding behaviour of malaria vectors and other anophelines in Mwea rice scheme, Kenya; *Malaria Journal* **7**: 43

Muriuki SMK, Arimi SM, McDermott JJ (1994). Brucellosis as a cause of human illness in Narok District, Kenya. *The Kenya Veterinarian* **18**(2): 537-539

Obino VO, Lucy Kamau L and Gicheru M. (2013) Infections of *Anopheles Gambiae* Mosquitoes with *Plasmodium* Oocysts *and* its Effects on Highland Malaria in Kisii Town and its Surroundings. *American Journal of Epidemiology and Infectious Disease*, **2**:13-18.

Odhiambo FO, Ofware P, Ogwang S,Ombok M, Phillips-Howard P, ; Rosen D, Sewe M,Slutsker L,ter Kuile F,Anna M van Eijk; Adazu K, Amek N, Bayoh N,Breiman R, DeCock K, Desai M,Feikin DR, Hamel MJ, Hightower A, Laserson KF, LindbladeK, Muttai H, Nahlen B, Obor D, Vulule JM. (2012). Profile: the KEMRI/CDC Health and Demographic Surveillance System--Western Kenya. *International Journal of Epidemiology;***41**(4):977-87

WHOPES. 2001. Review of Olyset Net and Bifenthrin 10% WP. *In*, Report of the 5th WHOPES Working Group Meeting, 2001.

WHOPES (2004). Review of Vectobac WG, PermaNet and Gokilaht-S 5EC. *In*, Report of the 7th WHOPES Working Group Meeting, 2004.

WHOPES (2008). Review of Spinosad 0.5% GR and 12% SC, Lambda-Cyhalothrin 10% CS, K-O TAB 1-2-3®, Interceptor®. *In*, Report of the 10th WHOPES Working Group meeting, 2007.

WHOPES. 2011. Guidelines for monitoring the durability of long-lasting insecticidal mosquito nets under operational conditions.

Annexe 1

Fiche de consentement verbal à l'endroit du chef de ménage ou de son représentant

La distribution massive de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée d'action (MILDA) est une stratégie de lutte contre le paludisme mise en œuvre au Sénégal. Les moustiquaires doivent, dans des conditions naturelles, assurer une protection sur 3 ans (WHOPES). Ainsi sur recommandation de l'OMS, le PNLP avec l'appui du PMI décide d'effectuer une surveillance systématique de la durabilité des moustiquaires dans des conditions réelles de terrain.

- Les bénéficiaires reçoivent des MILDA qui feront l'objet d'un suivi.
- L'étude commence dès réception des MILDA et va durer 3 ans.
- Tous les ménages consentants peuvent participer à l'étude.
- Un ménage reçoit une seule marque de moustiquaire, mais les différents ménages reçoivent des marques différentes.
- Le suivi se fait par des enquêtes à 6 mois, 1 an, 2 ans et 3 ans après distribution.
- Enquête à 6 mois : Au cours de cette enquête, un questionnaire sur la situation sociale et économique est administré à chaque ménage visité. *Par exemple, le nombre de personne dans le ménage, le nombre de chambre et de couchages, le nombre d'animaux domestique…*
- Des informations sur l'utilisation de la moustiquaire (sa *présence ou non*), son état physique (*type, taille et nombre de trous présents*), le lavage (*nombre de fois et savon utilisé*) et la méthode utilisée (*avec les mains ou avec une brosse*) sont également recueillies par les enquêteurs.
- Certaines moustiquaires sont retirées durant cette enquête, mais elles seront remplacées par de nouvelles moustiquaires.
- A 1 an, 2 ans et 3 ans post distribution, le même protocole est appliqué.

La participation à l'étude est libre et volontaire. Les informations personnelles collectées seront utilisés seulement pour les besoins du suivi des moustiquaires. Ils ne seront traités que dans un sens strictement scientifique et d'utilité publique. Si vous avez des questions ou des critiques à propos du processus vous pouvez les adresser au coordonnateur de cette enquête, Dr Libasse Gadiaga, au Programme National de Lutte Contre le Paludisme, téléphone 33 867 07 99.

APPENDIX 3

SUIVI LONGITUDINAL DE LA DURABILITE

ET DE L'EFFICACITE RESIDUELLE DES MILDA

RAPPORT DE MISSION DE LA DISTRIBUTION

PLAN DU RAPPORT

I) INTRODUCTION
II) OBJECTIFS DE LA MISSION
III) ACTIVITES REALISEES
IV) INFORMATIONS SPECIFIQUES AUX REGIONS
V) PROBLEMES RENCONTRES ET SOLUTIONS APPORTEES
VI) PROCHAINES ETAPES
VII) CONCLUSION
VIII) ANNEXES

I. INTRODUCTION

La distribution massive de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action (MILDA) est l'une des stratégies de lutte contre le paludisme au Sénégal. A ce titre, conformément aux recommandations de l'OMS aux programmes nationaux de lutte contre le paludisme d'effectuer une surveillance systématique de la durabilité physique et de l'efficacité des MILDA dans des conditions de terrain, le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) avec l'appui de l'USAID va effectuer le suivi des MILDA distribuées dans la campagne de masse qui s'effectue dans les régions de Kaolack, Fatick, Diourbel et Kaffrine. Ainsi, des sites ruraux et urbains ont été choisis dans chacune de ces régions. Ce choix a été fait sur la base des besoins validés par les comités de suivi des districts dans la campagne de couverture universelle (CU) rapportées aux quantités de MILDA prévues pour le suivi.

Le marquage et le codage des MILDA à distribuer au niveau de ces sites choisis, qui constitue une étape préliminaire pour le suivi longitudinal de la durabilité et de l'efficacité résiduelle des MILDA, ont été encadré par les équipes cadre de district (ECD) appuyé par une équipe du PNLP (El hadj Abdoul Aziz Mbaye et Ousmane Diouf). Des volontaires du Corps de la paix américain ont aussi aidé avec le déroulement des activités à Fatick, Kaolack et Kaffrine.

A cet effet, il a été organisé durant la période du 06 au 25 novembre 2014 deux missions de supervision et d'appui pour la distribution des moustiquaires pour le suivi de la durabilité dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine. Celle-ci a permis d'orienter les acteurs (ECD, ICP et relais), de participer à la préparation des moustiquaires, de superviser la distribution des moustiquaires aux récipiendaires individuels, et de communiquer sur le projet de suivi.

Ce rapport décrit les activités réalisées, les problèmes rencontrés, les solutions apportées et les résultats obtenus.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

- Orienter les acteurs (ECD, ICP et relais) sur les procédures de marquage et de distribution
- Participer à la préparation des moustiquaires
- Superviser la distribution des moustiquaires aux récipiendaires individuels
- Communiquer sur le projet de suivi

III. ACTIVITES REALISEES

a. Partage des procédures de la distribution

Le partage a été fait à tous les niveaux sous la forme de réunion d'information. Les différentes réunions ont vu la participation des MCD, des superviseurs, des infirmiers chef de poste (ICP), des relais, des superviseurs, des membres des comités de santé et de certains membres des comités de suivi des postes de santé dans le cadre de la CU.

Durant ces rencontres, toutes les informations relatives aux procédures de codification des moustiquaires selon les différents types, la communication sur le projet de suivi, avec une instance sur les points clés tels que la périodicité des passages des enquêteurs, le retrait de certaines moustiquaires qui seront remplacées et le consentement des bénéficiaires ont été discuté.

A ce titre, une demande de respecter la forme des MILDA et des types au moment des échanges a été demandé par aussi bien par les membres des comités de suivi que par les bénéficiaires eux-mêmes. Au total 9 réunions d'informations ont été tenues.

b. Orientation des acteurs (ECD, relais)

L'orientation du personnel communautaire s'était déroulée dans les régions de Diourbel et Fatick durant la période du 06 au 14 novembre2014, et dans les régions de Kaolack et de Kaffrine du 17 au 25 novembre 2014. Au total, 81 relais et 13 superviseurs communautaires ont été orientés. Le personnel formé était ceux qui ont été impliqués dans la distribution des moustiquaires au niveau des sites retenus.

Cependant en raison de la complexité de l'activité et de l'insuffisance des ressources humaines par rapport au travail demandé, des relais et superviseurs de la Croix Rouge et des autres sites non retenus ont été parfois impliqués dans la codification, le marquage et la constitution des lots.

c. Distribution des MIDA

La distribution des MILDA aux chefs de ménages ou à leurs représentants avait fait suite au recensement et à la validation des données qui sont des étapes classique de la CU, mais aussi aux étapes propres à l'étude et qui sont la codification des MILDA, la constitution des lots avec le souci de retrouver les différentes marques de MILDA dans une zone.

1) Codification de toutes les MILDA et constitutions des lots

Pour l'identification des différents types de MILDA, un code a été attribué à chaque moustiquaire conformément aux procédures. Il faut souligner que le numéro sur le code d'identifiant permet de déterminer la marque et les caractéristiques de la moustiquaire pour les besoins de l'enquête.

Ce code est composé de : initial district-initial poste-numéro. Par exemple : KL 22 : district de Kaolack-poste de santé de Leona-numéro 22. Des intervalles de numéros sont attribués à chaque marque pour faciliter le marquage et le suivi. Les numéros sont allés de 1 à n pour chaque Poste de santé et sont attribués comme suivant :

Tableau 1 : Codification des MILDA par site

Marque	Série	Diourbel / Grd Diourbel	Fatick / Ndiongolor	Kaolack / Leona	Kaffrine/ Nganda
PermaNet rectangulaire	1-500	DGD 1- DGD 500	FN 1- FN 500	KL 1 – KL 500	KN 1- KN 500
PermaNet circulaire	501-1000	DGD 501- DGD 1000	FN 501- FN 1000	KL 501 – KL 1000	KN 501- KN 1000
NetProtect	1001-1500	DGD 1001- DGD 1500	FN 1001- FN 1500	KL 1001- KL 1500	KN 1001- KN 1500
Interceptor	1501-2000	DGD 1501- DGD 2000	FN 1501- FN 2000	KL 1501- KL 2000	KN 1501- KN 2000
Olyset	2001-2500	DGD 2001- DGD 2500	FN 2001- FN 2500	KL 2001 – KL 2500	KN 2001- KN 2500
MagNet*	2501-3000	N/A	N/A	KL 2501- KL 3000	KN 2501- KN 3000

**Il faut souligner que les moustiquaires de marque MagNet, n'ont été introduites dans l'étude qu'au niveau des régions de Kaolack et de Kaffrine.*

2) Quantités de MILDA distribuées au niveau de chaque site

A l'exception des sites du poste de santé de Grand Diourbel la distribution des MILDA proprement dite s'est déroulée conformément aux plannings élaborés par les structures de santé en relation avec leurs comités de suivi. Dans l'ensemble, la distribution s'est bien déroulée.

En effet les principes de base étaient respectés dans la majorité des sites de distribution. Les lots de MILDA étaient constitués la veille conformément aux résultats de la validation et étalés sur des nattes les jours distribution. Les quantités distribuées par site sont les suivantes.

Globalement, il faut signaler que les quantités enregistrées pour chaque site sont déterminés en tenant compte des balles incomplets, des MILDA détériorées, des MILDA non encore récupérées et dont les bénéficiaires ne sont pas enregistrés sur les cahiers, et des erreurs de décompte constatées lors de la constitution des lots. Il faut également souligner que les moustiquaires de marques Magnet, n'ont été intégrées qu'au niveau des régions de Kaolack et Kaffrine.

Au total, sur les 11.000 MILDA prévues dans le cadre de l'étude, 10.608 MILDA ont été distribuées aux bénéficiaires avec un consentement et une certitude dans la récupération des lots et la localisation des codes à ce jour (ces données pourront faire l'objet de variation durant les enquêtes). Le Tableau 2 résume la quantité distribuée par site. La répartition par type de MILDA se trouve en annexe.

Tableau 2 : Quantité distribué par site

Districts	Postes de santé	Sites de distribution	Quantité par site	Quantité par district
Diourbel	Grand Diourbel	Terrain khandalou	1.198	
		CEM Grand Diourbel	1.225	
Total Diourbel				**2.423**
Fatick	Ndiongolor	Ndiongolor	1.345	
		Bacoboff	123	
		Parar	309	
		Dnioudiouf	166	
		Dioral	470	
Total Fatick				**2.413**
Kaolack	Léona	Site 1	1.006	
		Site 2	1.836	
Total Kaolack				**2.842**
Kaffrine	Nganda	Mina Santhie	1.513	
		Kaîfara Santhie	668	
	Khathiote	Keur Malick Ndiaye	749	
Total Kaffrine				**2.930**
TOTAL				**10.608**

d. Autres activités

- Participation à une émission radio Alfayda FM à Kaolack (Information sur le processus de la CU, sur l'utilité de la MILDA dans la lutte contre le paludisme, sur l'étude de suivi des MILDA)
- Caravane de sensibilisation avec l'unité mobile de communication du partenaire IntraHealth
- Transport des MILDA entre les différents sites et les postes de santé grâce à l'appui logistique du partenaire IntraHealth

IV. INFORMATIONS SPECIFIQUES AUX REGIONS

De manière générale, dans la mise en œuvre des activités au niveau opérationnel quelques problèmes mineurs ont été notés. Ainsi pour chaque région, une situation spécifique avec un certains nombre de constats a été fait.

a. Diourbel / Grand Diourbel:

Durant la mise en place des MILDA, celle prévues pour l'étude ont été livrées dans des sites non-étude. Ainsi après l'organisation de la réunion d'information, il a été retenu de reporter le démarrage de la distribution pour 24 H au niveau des deux sites de l'étude. Face à cette situation, une tournée de sensibilisation a été organisée avec l'appui du PNLP et du partenaire IntraHealth pour informer sur le nouveau planning avec une communication

sommaire sur le projet de suivi. Il faut également signaler l'existence de MILDA rouillées dans le lot des moustiquaires de marque Interceptor.

Au moment de la codification des moustiquaires, sur les 500 moustiquaires réparties au niveau des deux sites à raison de (5) balles de 50 par site, un peu moins de 100 moustiquaires (80) ont été retrouvées rouillées dans deux balles (cercles en fer rouillés et tissu altéré).

Face à cette situation, certains ménages ont acceptés de conserver leurs moustiquaires en raison de sa forme circulaire, par contre d'autres les ont ramenés préférant recevoir en lieu et place des moustiquaires rectangulaires de marque PermaNet mises en place dans le cadre de la CU au niveau de tous les sites. Il est à noté également l'existence d'une demande des populations et de certains acteurs sanitaires et communautaires (ICP, superviseurs) qui face aux possibilités de retrait de certaines moustiquaires durant les enquêtes, réclament des moustiquaires de mêmes formes (des moustiquaires circulaires contre des rectangulaires).

Pour finir il faudra souligner au passage l'engagement des deux responsables de sites de distribution « Badienou Gox » qui ont apportés leur soutien financier avec la prise en charge des repas des équipes durant les jours de codification et de préparation des lots et leur engagement dans la gestion des déchets au niveau de leur site.

b. Fatick / Ndiongolor:

L'ICP du poste de santé de Ndiongolor était très bien organisée et les séances de distribution se sont déroulées sans difficulté majeur. Les relais ont recopiés les fiches de recensement dans les cahiers à l'avance. Ils avaient assez d'espace pour faire le codage sans mélanger les différentes marques de MILDA. Il y avait quelques MILDA de marque Interceptor avec des signes de rouille, mais pas trop endommagés à distribuer.

c. Kaolack / Leona:

La distribution s'est effectuée dans trois sites avec l'engagement de tous les acteurs. Cependant, certaines difficultés qui ont eu un impact sur l'activité sont à noter :

- Manque d'espace pour mieux marquer et conditionner les lots de moustiquaire;
- Planification des dates de distribution trop serrées avec plus de 6 sites qui doivent distribuer le même jour
- Dates de distribution pas définies avec précision (sites ouverts le samedi et dimanche), donc distribution par compte goûte
- Quelques lots de MILDA éparpillé au niveau des trois sites;
- Codes des MILDA du troisième site (ECOLE ARALC) non enregistré sur le cahier
- Un important lot de MILDA de marque Interceptor rouillées (sur 4 balles de 50, 63 MILDA récupérés).

d. Kaffrine / Nganda:

Dans le cadre des activités préparatoires, il y avait une erreur dans la transmission des informations concernant les sites et les dates de distribution pour le poste de Nganda. Comme résultat, le poste ne pouvait pas absorber toutes les MILDA destinées à l'étude au niveau des deux sites sélectionnés. Ainsi, en collaboration avec le MCD de Kaffrine, le poste de Kathiote a été identifié pour prendre le reliquat.

Il faut également signaler qu'au niveau de la région de Kaffrine également un important lot de MILDA de marque Interceptor rouillées ont été retrouvées dans le stock de l'étude (une balle de 50 moustiquaires rouillées).

V. PROBLEMES RENCONTRES ET SOLUTION APPORTEES

Les problèmes rencontrés durant la mise en œuvre de la stratégie ainsi que les solutions apportées peuvent être résumé dans le tableau qui suit :

Problèmes rencontrés	Solutions apportées
- Existence de balles incomplètes avec des moustiquaires manquantes dans la quasi-totalité des sites (moins de 50 MILDA)	- Utilisation des moustiquaires CU pour compléter les besoins des sites
- Bénéficiaires de lots de MILDA non enregistrés sur le cahier de l'étude au niveau de certains sites	- Profiter des VAD et demander au relais d'identifier les ménages concernés pour la notification et leur enregistrement dans le cahier
- Erreur dans l'affectation des codes au moment de la constitution des lots pour quelques ménages	- Rectification pour localisation correcte des lots autant que possible avec surcharge dans le remplissage des cahiers
- Lots de MILDA constitués et non récupérés par les bénéficiaires	- Sensibilisation des membres des comités de suivi pour demander aux ménages retardataires à venir récupérer leurs lots
- Ressources humaines insuffisante par rapport au travail demandé	- Appui des agents de la Croix Rouge dans le district de Kaolack
- Dates de distribution non définies avec précision entrainant des absences le jour de la distribution	- Proposition faite aux ICP d'évacuer toutes les MILDA études, au cas échéant les donner pour la gestion des cas de réclamation des habitants dans les quartiers choisis pour l'étude
- MILDA de l'étude pré positionnée supérieur aux besoins des sites	- Choix de sites supplémentaires pour être à même de distribuer toute les MILDA de l'étude
- Lots de MILDA restantes éparpillés au niveau de plusieurs sites	- Cahiers de collecte des données de l'étude laissés aux ICP pour l'enregistrement des MILDA à distribuer

VI. PROCHAINES ETAPES

- Partage des résultats de la distribution.

VII. CONCLUSION

La distribution des différents types de MILDA pour le suivi longitudinal de la durabilité et de l'efficacité résiduelle dans le cadre de la campagne de couverture universelle s'est déroulée de façon satisfaisante dans l'ensemble des districts sanitaires des régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et de Kaffrine. Les objectifs de couverture des besoins et le niveau de satisfaction de la population malgré les contraintes des procédures de l'étude ont été satisfaisants dans l'ensemble.

VIII. ANNEXES

ANNEXE 1 : QUANTITE MILDA DISTRIBUE PAR MARQUE ET PAR SITE

District sanitaire de FATICK
Poste de santé de NDIONGOLOR

Marques	Quantité par Type et par site					Total
	Ndiongolor	Bacoboof	Parar	Ndioudiouf	Dioral	
PermaNet rectangulaire	300	34	75	0	86	495
PermaNet circulaire	260	22	73	44	110	509
NetProtect	242	14	58	69	95	478
Interceptor	310	29	21	10	68	438
Olyset	233	24	82	43	111	493
Total	**1.345**	**123**	**309**	**166**	**470**	**2.413**

District sanitaire de DIOURBEL
Poste de santé de GRAND DIOURBEL

Marques	Quantité par Type et par site		Total
	Terrain Khandalou	CEM Grand Diourbel	
PermaNet rectangulaire	250	241	491
PermaNet circulaire	212	247	459
NetProtect	249	235	484
Interceptor	243	260	503
Olyset	244	242	486
Total	**1.198**	**1.225**	**2.423**

District sanitaire de KAFFRINE
Poste de santé de NGANDA

Marques	Quantité par Type et par site		Total
	Mina Santhie	Kaîfara Santhie	
PermaNet rectangulaire	305	216	521
PermaNet circulaire	245	235	480
NetProtect	213	34	247
Interceptor	261	158	419
Olyset	231	13	244
MagNet	258	12	270
Total	**1.513**	**668**	**2.181**

District sanitaire de KAFFRINE

Poste de santé de KATHIOTE

Marques	Quantité par Type et par site	Total
	Keur Malick Ndiaye	
NetProtect	247	247
Olyset	252	252
MagNet	250	250
Total	**749**	**749**

District sanitaire de KAOLACK

Poste de santé de LEONA

Marques	Quantité par Type et par site		Total
	Site 1	Site 2	
PermaNet rectangulaire	183	261	444
PermaNet circulaire	170	238	408
NetProtect	203	213	416
Interceptor	63	713	776
Olyset	177	205	382
MagNet	210	206	416
Total	**1.006**	**1.836**	**2.842**

NB : Après investigation auprès de l'ICP, les numéros de codes des MILDA du 3 eme site n'ont pas été retracés. Au total le cumule des MILDA distribué au niveau de ce site est supérieur à ce qui a été prévue. A cet effet, il semble que des MILDA CU ont été enregistrées dans le cahier ce rend plus difficile le suivi de ces moustiquaires qui font à peu près 200 MILDA.

ANNEXE 2 : CONTACTS CLES POUR LA DISTRIBUTION

Région / District	Structure	Prénoms et Nom	Fonction	Numéro de téléphone	
				Portable	Fixe
Diourbel	Centre de santé	Dr Bouna Sall	MCD	77 552 21 34	33 971 14 74
	Centre de santé	Mbacké Gueye	SSP	77 539 42 21	33 971 14 74
	Poste de Grand Diourbel	Marie Cécile Edwige	ICP	77 546 78 43	
Fatick	Centre de santé	Dr Diéne (Dentiste)	Chirurgienne	77 654 44 23	
	Centre de santé	Mamadou Dièye	SSP	77 511 68 52	
	Ndiongolor	Absa Loum	ICP	77 436 74 68	
	Corps de la Paix	Daniel Keniger	Volontaire	77 360 6226	
Kaffrine	Centre de santé	Dr El Hadji Thierno Mbengue	MCD	77 631 50 87	33 946 10 04
	Centre de santé	Issa Fall	SSP	77 631 66 36	
	Poste de Nganda	Babacar Niass	ICP	77 521 75 52	
	Poste de Kathiote	Mamour Willane Mme Pouye Diatou Diouf	ICP SFE	77 308 84 06 77 427 42 28	
	Corps de la Paix	Bryce Fricklas	Volontaire	776720346	
Kaolack	Centre de santé	Dr Abdoulaye Seck	MCD	77 650 26 29	33 941 39 69
	Centre de santé	Moustapha Sy	SSP	77 649 72 24	
	Poste de Léona	Ngima Diedhiou	ICP	77 427 28 58	
	Corps de la Paix	Christina Bryant	Volontaire	77 672 0260	